Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 62 del 14 marzo 2002 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 14 marzo 2002** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 43/L

LEGGE 20 febbraio 2002, n. **30.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sugli effetti transfrontalieri derivanti da incidenti industriali, con annessi, fatta a Helsinki il 17 marzo 1992.

S O M M A R I O

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 20 febbraio 2002, n. **30.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione sugli effetti transfrontalieri derivanti da incidenti industriali, con annessi, fatta a Helsinki il 17 marzo 1992.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione sugli effetti transfrontalieri derivanti da incidenti industriali, con annessi, fatta a Helsinki il 17 marzo 1992.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 30 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, pari a lire 1.720 milioni annue a decorrere dall'anno 2002, si provvede mediante corrispondente riduzione delle proiezioni per gli anni 2002 e 2003 dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2001-2003, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero del tesoro, del bilancio e della programmazione economica per l'anno 2001, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 20 febbraio 2002

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 365):

Presentato dal sen. PIANETTA ed altri il 2 luglio 2001.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 4 luglio 2001 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª 7ª 8ª, 10ª, 11ª, 12ª, 13ª e della Giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 1º agosto 2001.

Relazione scritta annunciata il 1º agosto 2001 (atto n. 365/A - relatore sen. MARTONE).

Esaminato in aula ed approvato il 3 agosto 2001.

Camera dei deputati (atto n. 1505):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 settembre 2001 con pareri delle commissioni I, II, V, VIII, X, XII, XIV.

Esaminato dalla III commissione il 19, 20, 25 settembre 2001.

Esaminato in aula il 26 settembre 2001 e approvato, con modificazioni, il 28 settembre 2001.

Senato della Repubblica (atto n. 365-B):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 ottobre 2001 con il parere della commissione 5ª.

Esaminato dalla III commissione il 28 novembre 2001.

Esaminato in aula ed approvato il 6 febbraio 2002.

CONVENTION SUR LES EFFETS TRANSFRONTIÈRES DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

NATIONS UNIES
1992

CONVENTION SUR LES EFFETS TRANSFRONTIERES DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

PREAMBULE

Les Parties à la présente Convention,

Conscientes qu'il est particulièrement important, dans l'intérêt des générations présentes et futures, de protéger les êtres humains et l'environnement contre les effets des accidents industriels,

Reconnaissant qu'il est important et urgent de prévenir les effets nocifs graves des accidents industriels sur les êtres humains et l'environnement et de promouvoir toutes les mesures de nature à encourager l'application rationnelle, économique et efficace de mesures de prévention, de préparation et de lutte pour permettre un développement économique écologiquement rationnel et durable,

Tenant compte du fait que les effets des accidents industriels peuvent se faire sentir par-delà les frontières et nécessitent une coopération entre les Etats,

Affirmant la nécessité de promouvoir une coopération internationale active entre les Etats concernés avant, pendant et après un accident, d'intensifier les politiques appropriées et de renforcer et coordonner l'action à tous les niveaux appropriés afin de pouvoir plus aisément prévenir les effets transfrontières des accidents industriels, s'y préparer et les combattre,

Notant l'importance et l'utilité d'arrangements bilatéraux et multilatéraux pour prévenir les effets des accidents industriels, s'y préparer et les combattre,

Conscientes du rôle joué à cet égard par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et rappelant notamment le Code de conduite de la CEE relatif à la pollution accidentelle des eaux intérieures transfrontières et la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière,

Prenant en considération les dispositions pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le Document de clôture de la Réunion de Vienne des représentants des Etats participant à la CSCE et les résultats de la Réunion de Sofia sur la protection de l'environnement de la CSCE, ainsi que les activités et mécanismes pertinents du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), notamment le programme APPEL, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), en particulier le Recueil de directives pratiques sur la prévention des accidents industriels majeurs, et d'autres organisations internationales compétentes,

Considérant les dispositions pertinentes de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et en particulier le Principe 21 selon lequel les Etats ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain

d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des zones ne relevant d'aucune juridiction nationale,

Tenant compte du principe "pollueur-payeur" en tant que principe général du droit international de l'environnement,

Soulignant les principes du droit international et de la coutume internationale, en particulier les principes de bon voisinage, de réciprocité, de non-discrimination et de bonne foi,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

DEFINITIONS

Aux fins de la présente Convention :

a) L'expression "accident industriel" désigne un événement consécutif à un phénomène incontrôlé dans le déroulement de toute activité mettant en jeu des substances dangereuses :

i) Dans une installation, par exemple pendant la fabrication, l'utilisation, le stockage, la manutention ou l'élimination; ou

ii) Pendant le transport, dans la mesure où il est visé au paragraphe 2 d) de l'Article 2;

b) L'expression "activité dangereuse" désigne toute activité dans laquelle une ou plusieurs substances dangereuses sont ou peuvent être présentes dans des quantités égales ou supérieures aux quantités limites énumérées à l'Annexe I, de la présente Convention, et qui est susceptible d'avoir des effets transfrontières;

c) Le terme "effets" désigne toute conséquence nocive directe ou indirecte, immédiate ou différée, d'un accident industriel, notamment sur :

i) Les êtres humains, la flore et la faune,

ii) Les sols, l'eau, l'air et le paysage,

iii) L'interaction entre les facteurs visés aux alinéas i) et ii),

iv) Les biens matériels et le patrimoine culturel, y compris les monuments historiques;

d) L'expression "effets transfrontières" désigne des effets graves se produisant dans les limites de la juridiction d'une Partie à la suite d'un accident industriel survenant dans les limites de la juridiction d'une autre Partie,

e) Le terme "exploitant" désigne toute personne physique ou morale, y compris les pouvoirs publics, qui est responsable d'une activité, par exemple d'une activité qu'elle supervise, qu'elle se propose d'exercer ou qu'elle exerce;.

f) Le terme "Partie" désigne, sauf indication contraire dans le texte, une Partie contractante à la présente Convention;

g) L'expression "Partie d'origine" désigne la (ou les) Partie(s) sous la juridiction de laquelle (ou desquelles) un accident industriel se produit ou est susceptible de se produire;

h) L'expression "Partie touchée" désigne la (ou les) Partie(s) touchée(s) ou susceptible(s) d'être touchée(s) par des effets transfrontières d'un accident industriel;

i) L'expression "Parties concernées" désigne toute Partie d'origine et toute Partie touchée; et

j) Le terme "public" désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Article 2

CHAMP D'APPLICATION

1. La présente Convention s'applique à la prévention des accidents industriels susceptibles d'avoir des effets transfrontières, y compris aux effets des accidents de ce type provoqués par des catastrophes naturelles, et aux mesures à prendre pour s'y préparer et pour y faire face, ainsi qu'à la coopération internationale concernant l'assistance mutuelle, la recherche-développement, l'échange d'informations et l'échange de technologie pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face.

2. La présente Convention ne s'applique pas :

a) Aux accidents nucléaires ni aux situations d'urgence radiologique;

b) Aux accidents survenant dans des installations militaires;

c) Aux ruptures de barrage, à l'exception des effets des accidents industriels provoqués par ces ruptures;

d) Aux accidents dans les transports terrestres, à l'exception :

i) Des interventions d'urgence à la suite de tels accidents,

ii) Des transports sur le site de l'activité dangereuse;

e) A la libération accidentelle d'organismes ayant subi des modifications génétiques;

f) Aux accidents causés par des activités dans le milieu marin, y compris l'exploration ou l'exploitation des fonds marins;

g) Aux déversements d'hydrocarbures ou d'autres substances nocives en mer.

Article 3

DISPOSITIONS GENERALES

1. Les Parties, compte tenu des efforts déjà faits aux niveaux national et international, prennent les dispositions appropriées et coopèrent dans le cadre de la présente Convention, afin de protéger les êtres humains et l'environnement contre les accidents industriels en prévenant ces accidents dans toute la mesure possible, en en réduisant la fréquence et la gravité et en en atténuant les effets. A cette fin, des mesures préventives, des mesures de préparation et des mesures de lutte, y compris des mesures de remise en état, sont appliquées.

2. Les Parties définissent et appliquent sans retard indu, au moyen d'échanges d'informations, de consultations et d'autres mesures de coopération, des politiques et des stratégies visant à réduire les risques d'accident industriel et à améliorer les mesures préventives, les mesures de préparation et les mesures de lutte, y compris les mesures de remise en état, en tenant compte, afin d'éviter les doubles emplois, des efforts déjà faits aux niveaux national et international.

3. Les Parties veillent à ce que l'exploitant soit tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'activité dangereuse se déroule en toute sécurité et pour prévenir les accidents industriels.

4. En application des dispositions de la présente Convention, les Parties prennent les mesures législatives, réglementaires, administratives et financières appropriées pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face.

5. Les dispositions de la présente Convention sont sans préjudice des obligations incombant aux Parties en vertu du droit international en ce qui concerne les accidents industriels et les activités dangereuses.

Article 4

IDENTIFICATION, CONSULTATION ET AVIS

1. En vue de prendre des mesures préventives et de mettre au point des mesures de préparation, la Partie d'origine prend les dispositions appropriées pour identifier les activités dangereuses relevant de sa juridiction et faire en sorte que les Parties touchées reçoivent notification de toute activité de ce type proposée ou existante.

2. A la demande de l'une quelconque d'entre elles, les Parties concernées engagent des discussions concernant l'identification des activités dangereuses qui, raisonnablement, sont susceptibles d'avoir des effets transfrontières.

Si les Parties concernées ne se mettent pas d'accord sur le point de savoir si une activité est une activité dangereuse de ce type, l'une quelconque de ces Parties peut soumettre cette question pour avis à une commission d'enquête au sens de l'Annexe II de la présente Convention, à moins que les Parties concernées ne conviennent d'une autre méthode pour régler la question.

3. En ce qui concerne les activités dangereuses, proposées ou existantes, les Parties appliquent les procédures décrites à l'Annexe III de la présente Convention.

4. Lorsqu'une activité dangereuse fait l'objet d'une évaluation de l'impact sur l'environnement conformément à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et lorsque cette évaluation comprend notamment une évaluation des effets transfrontières d'accidents industriels résultant de l'activité dangereuse qui est exercée conformément aux dispositions de la présente Convention, la décision définitive prise aux fins de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière remplit les conditions pertinentes requises par la présente Convention.

Article 5

EXTENSION VOLONTAIRE DE LA PROCEDURE

Les Parties concernées devraient, à l'initiative de l'une quelconque d'entre elles, engager des discussions sur l'opportunité de traiter comme activité dangereuse une activité qui n'est pas visée à l'Annexe I. Elles peuvent d'un commun accord, recourir à un mécanisme consultatif de leur choix ou à une commission d'enquête au sens de l'Annexe II, pour en obtenir des avis. Si les Parties concernées en sont d'accord, la Convention ou une partie de celle-ci s'applique à l'activité en question comme s'il s'agissait d'une activité dangereuse.

Article 6

PREVENTION

1. Les Parties prennent des mesures appropriées pour prévenir les accidents industriels, y compris des mesures propres à inciter les exploitants à agir en vue de réduire le risque de tels accidents. Les mesures qui peuvent être prises comprennent, entre autres, celles mentionnées à l'Annexe IV de la présente Convention.

2. Pour toute activité dangereuse, la Partie d'origine exige que l'exploitant démontre que la sécurité est assurée dans le déroulement de cette activité en fournissant des informations, par exemple des précisions essentielles sur le procédé ne se limitant pas à l'analyse et à l'évaluation décrites en détail à l'Annexe V de la présente Convention.

Article 7

PRISE DE DECISION CONCERNANT LE CHOIX DU SITE

Dans le cadre de son système juridique, la Partie d'origine s'efforce d'instituer des politiques concernant le choix du site de nouvelles activités dangereuses et les modifications importantes des activités dangereuses existantes, dans le but de limiter autant que possible le risque pour la population et l'environnement de toutes les Parties touchées. Dans le cadre de leur système juridique les Parties touchées s'efforcent d'instituer des politiques relatives aux projets d'aménagement significatifs dans les zones susceptibles d'être touchées par les effets transfrontières d'un accident industriel résultant d'une activité dangereuse de façon à limiter autant que possible les risques. En élaborant et en instituant ces politiques les Parties devraient prendre en considération les éléments énumérés à l'Annexe V, paragraphe 2, alinéas 1) à 8) et à l'Annexe VI de la présente Convention.

Article 8

PREPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

1. Les Parties prennent des mesures appropriées pour organiser la préparation aux situations d'urgence et maintenir un état de préparation satisfaisant afin de pouvoir faire face aux accidents industriels. Les Parties veillent à ce que des mesures de préparation soient prises pour atténuer les effets transfrontières de tels accidents, les mesures à prendre sur le site étant du ressort des exploitants. Les mesures qui peuvent être prises comprennent, entre autres, celles mentionnées à l'Annexe VII de la présente Convention. En particulier, les Parties concernées s'informent mutuellement de leurs plans d'urgence.

2. La Partie d'origine veille, en ce qui concerne les activités dangereuses, à l'élaboration et à l'application de plans d'urgence sur le site, y compris de mesures appropriées de lutte et d'autres mesures pour prévenir ou limiter autant que possible les effets transfrontières. La Partie d'origine fournit aux autres Parties concernées les éléments dont elle dispose pour l'élaboration de plans d'urgence.

3. Chaque Partie veille, en ce qui concerne les activités dangereuses, à l'élaboration et à l'application de plans d'urgence à l'extérieur du site prévoyant les mesures à prendre sur son territoire pour prévenir ou limiter autant que possible les effets transfrontières. En élaborant ces plans, il est tenu compte des conclusions de l'analyse et de l'évaluation, notamment des éléments mentionnés à l'Annexe V, paragraphe 2, alinéas 1 à 5. Les Parties concernées s'efforcent de rendre ces plans compatibles. S'il y a lieu, elles établissent en commun des plans d'urgence à l'extérieur du site afin de faciliter l'adoption de mesures de lutte adéquates.

4. Les plans d'urgence devraient être réexaminés périodiquement ou lorsque les circonstances l'exigent, compte tenu de l'expérience acquise en faisant face à des situations d'urgence réelles.

Article 9

INFORMATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC

1. Les Parties veillent à ce que des informations appropriées soient données au public dans les zones susceptibles d'être touchées par un accident industriel résultant d'une activité dangereuse. Ces informations sont diffusées par les voies que les Parties jugent appropriées, comprennent les éléments visés à l'Annexe VIII de la présente Convention et devraient tenir compte des éléments mentionnés à l'Annexe V, alinéas 1 à 4 et 9.

2. Conformément aux dispositions de la présente Convention et chaque fois que cela est possible et approprié, la Partie d'origine donne au public dans les zones susceptibles d'être touchées, la possibilité de participer aux procédures pertinentes afin de faire connaître ses vues et ses préoccupations au sujet des mesures de prévention et de préparation, et veille à ce que la possibilité offerte au public de la Partie touchée soit équivalente à celle qui est donnée à son propre public.

3. Les Parties, conformément à leur système juridique et sur la base de la réciprocité si elles le désirent, accordent aux personnes physiques et morales qui pâtissent ou sont susceptibles de pâtir des effets transfrontières d'un accident industriel survenant sur le territoire d'une Partie l'accès, dans des conditions équivalentes, aux procédures administratives et judiciaires pertinentes que peuvent mettre en oeuvre les personnes relevant de leur propre juridiction, en leur offrant notamment la possibilité d'intenter une action en justice et de faire appel d'une décision portant atteinte à leurs droits, et leur assurent un traitement équivalent dans le cadre de ces procédures.

Article 10

SYSTEMES DE NOTIFICATION DES ACCIDENTS INDUSTRIELS

1. Les Parties prévoient la mise en place et l'exploitation de systèmes de notification des accidents industriels compatibles et efficaces aux niveaux appropriés, afin de recevoir et de communiquer des notifications d'accidents industriels contenant les informations nécessaires pour combattre les effets transfrontières.

2. En cas d'accident industriel ou de menace imminente d'accident industriel ayant, ou susceptible d'avoir, des effets transfrontières, la Partie d'origine veille à ce que notification en soit donnée sans retard aux Parties touchées, aux niveaux appropriés, au moyen des systèmes de notification des accidents industriels. Cette notification comprend les éléments indiqués à l'Annexe IX de la présente Convention.

3. Les Parties concernées veillent à ce que, en cas d'accident industriel ou de menace imminente d'accident industriel, les plans d'urgence élaborés en application de l'Article 8 soient déclenchés aussitôt que possible et dans la mesure qu'exigent les circonstances.

Article 11.

LUTTE

1. Les Parties veillent à ce que, en cas d'accident industriel ou de menace imminente d'accident industriel, des mesures de lutte adéquates soient prises aussitôt que possible à l'aide des moyens les plus efficaces pour en contenir et en limiter autant que possible les effets.

2. En cas d'accident industriel ou de menace imminente d'accident industriel ayant, ou susceptible d'avoir, des effets transfrontières, les Parties concernées veillent à ce que les effets soient évalués - s'il y a lieu en commun - en vue de prendre des mesures de lutte adéquates. Les Parties concernées s'efforcent de coordonner leurs mesures de lutte.

Article 12.

ASSISTANCE MUTUELLE

1. Si une Partie a besoin d'une assistance en cas d'accident industriel, elle peut la demander à d'autres Parties, en indiquant l'ampleur et la nature de l'assistance nécessaire. La Partie qui reçoit une demande d'assistance prend une décision rapide et fait savoir promptement à la Partie qui a soumis la demande si elle est en mesure de fournir l'assistance nécessaire, en lui indiquant l'ampleur de l'assistance qu'elle pourrait fournir et les conditions d'octroi de cette assistance.

2. Les Parties concernées coopèrent pour faciliter la fourniture rapide de l'assistance convenue en application du paragraphe 1 du présent Article, y compris, s'il y a lieu, des mesures visant à limiter autant que possible les conséquences et les effets de l'accident industriel, et pour fournir une assistance de caractère général. Si les arrangements entre les Parties concernant l'octroi d'une assistance mutuelle ne sont pas régis par des accords bilatéraux ou multilatéraux, l'assistance est fournie conformément à l'Annexe X de la présente Convention, à moins que les Parties n'en conviennent autrement.

Article 13

RESPONSABILITE

Les Parties appuient les initiatives internationales appropriées visant à élaborer des règles, critères et procédures concernant la responsabilité.

Article 14

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Les Parties, s'il y a lieu, entreprennent des travaux de recherche-développement sur les méthodes et les technologies à appliquer pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face, et coopèrent à l'exécution de tels travaux. A cet effet, les Parties encouragent et

favorisent activement la coopération scientifique et technologique, y compris la recherche de procédés moins dangereux en vue de limiter les risques d'accident et de prévenir et limiter les conséquences des accidents industriels.

Article 15

ECHANGE D'INFORMATIONS

Les Parties échangent, au niveau multilatéral ou bilatéral, les informations qui peuvent, raisonnablement, être obtenues, y compris les éléments mentionnés à l'Annexe XI de la présente Convention.

Article 16

ECHANGE DE TECHNOLOGIE

1. Les Parties, conformément à leurs législation, réglementation et pratiques, facilitent l'échange de technologie pour prévenir les effets des accidents industriels, s'y préparer et les combattre, notamment en s'attachant à promouvoir :

a) L'échange de technologies disponibles selon diverses modalités financières;

b) Les contacts directs et la coopération dans le secteur industriel;

c) L'échange d'informations et de données d'expérience; et

d) L'octroi d'une assistance technique.

2. Pour promouvoir les activités spécifiées aux alinéas a) à d) du paragraphe 1 du présent Article, les Parties créent des conditions favorables en facilitant les contacts et la coopération entre les organisations et les personnes compétentes qui, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, sont à même de fournir une technologie, des services d'études et d'ingénierie, du matériel ou des moyens financiers.

Article 17

AUTORITES COMPETENTES ET POINTS DE CONTACT

1. Chaque Partie désigne ou établit une ou plusieurs autorités compétentes aux fins de la présente Convention.

2. Sans préjudice des autres arrangements conclus au niveau bilatéral ou multilatéral, chaque Partie désigne ou établit un point de contact aux fins de la notification des accidents industriels prévue à l'Article 10 et un point de contact aux fins de l'assistance mutuelle prévue à l'Article 12. Il serait préférable que le point de contact désigné soit le même dans les deux cas.

3. Chaque Partie, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à son égard, informe les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat visé à l'article 20, de l'organe (ou des organes) qu'elle a désigné(s) pour faire fonction de point(s) de contact et d'autorité(s) compétente(s).

4. Chaque Partie, dans un délai d'un mois à compter de la date de la décision, informe les autres Parties, par l'intermédiaire du secrétariat, de tout changement concernant la (ou les) désignation(s) qu'elle a faite(s) en application du paragraphe 3 du présent Article.

5. Chaque Partie fait en sorte que son point de contact et les systèmes de notification des accidents industriels prévus à l'Article 10 soient à tout moment opérationnels.

6. Chaque Partie fait en sorte que son point de contact et les autorités chargés d'adresser et de recevoir les demandes d'assistance et d'accepter les offres d'assistance en application de l'Article 12 soient à tout moment opérationnels.

Article 18

CONFERENCE DES PARTIES

1. Les représentants des Parties constituent la Conférence des Parties de la présente Convention et tiennent des réunions sur une base régulière. La première réunion de la Conférence des Parties est convoquée un an au plus tard après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention. Par la suite, la Conférence des Parties se réunit au moins une fois par an ou à la demande écrite de toute Partie, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication auxdites Parties par le secrétariat.

2. La Conférence des Parties :

a) Suit l'application de la présente Convention;

b) S'acquitte de fonctions consultatives visant à renforcer la capacité des Parties de prévenir les effets transfrontières des accidents industriels, de s'y préparer et de les combattre et à faciliter la fourniture d'une assistance et de conseils techniques à la demande des Parties confrontées à des accidents industriels;

c) Crée, selon que de besoin, des groupes de travail et d'autres mécanismes appropriés pour examiner les questions relatives à l'application et au développement de la présente Convention et, à cette fin, établir des études et d'autres documents pertinents et soumettre des recommandations à la Conférence des Parties pour examen;

d) S'acquitte des autres fonctions qui peuvent se révéler nécessaires en application des dispositions de la présente Convention;

e) A sa première réunion, étudie le règlement intérieur de ses réunions et l'adopte par consensus.

3. Dans l'exercice de ses fonctions, la Conférence des Parties coopère aussi, lorsqu'elle le juge utile, avec les autres organisations internationales compétentes.

4. A sa première réunion, la Conférence des Parties établit un programme de travail en tenant compte notamment des éléments mentionnés à l'Annexe XII de la présente Convention. En outre, la Conférence des Parties décide de la méthode de travail et notamment se prononce sur l'opportunité de faire appel aux centres nationaux et de coopérer avec les organisations internationales compétentes, de mettre sur pied un système en vue de faciliter l'application de la présente Convention notamment aux fins de l'assistance mutuelle en cas d'accident industriel, et de s'appuyer sur les activités menées dans ce domaine au sein des organisations internationales compétentes. Dans le cadre de son programme de travail, la Conférence des Parties passe en revue les centres nationaux, régionaux et internationaux existants ainsi que les autres organes et programmes chargés de coordonner les informations et les efforts touchant la prévention des accidents industriels et les mesures à prendre pour s'y préparer et pour y faire face, dans le but de déterminer les institutions ou centres internationaux supplémentaires qui peuvent être nécessaires pour mener à bien les tâches énumérées à l'Annexe XII.

5. A sa première réunion, la Conférence des Parties commence à étudier des procédures en vue de créer des conditions plus favorables à l'échange de technologie pour prévenir les effets des accidents industriels, s'y préparer et les combattre.

6. La Conférences des Parties adopte des directives et des critères pour faciliter l'identification des activités dangereuses au sens de la présente Convention.

Article 19

DROIT DE VOTE

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent Article, les Parties à la présente Convention ont chacune une voix.

2. Les organisations d'intégration économique régionale définies à l'Article 27, dans les domaines relevant de leur compétence, disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs Etats membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs Etats membres exercent le leur, et inversement.

Article 20

SECRETARIAT

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes :

a) Il convoque et prépare les réunions des Parties;

b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions de la présente Convention;

c) Il s'acquitte des autres fonctions que les Parties peuvent lui assigner.

Article 21

REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Si un différend s'élève entre deux ou plusieurs Parties quant à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention, ces parties recherchent une solution par voie de négociation ou par toute autre méthode de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'elle signe, ratifie, accepte, approuve la présente Convention ou y adhère, ou à tout autre moment par la suite, une Partie peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1 du présent Article, elle accepte de considérer comme obligatoire(s) dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation l'un des deux ou les deux moyens de règlement ci-après :

a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;

b) Arbitrage, conformément à la procédure exposée à l'Annexe XIII de la présente Convention.

3. Si les parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2 du présent Article, le différend ne peut être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.

Article 22

RESTRICTIONS CONCERNANT LA COMMUNICATION D'INFORMATIONS

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux droits ni aux obligations des Parties de protéger conformément aux lois, règlements, dispositions administratives ou pratiques juridiques acceptées qui sont en vigueur à l'échelon national, et aux règlements internationaux applicables, les informations concernant les données personnelles, le secret industriel et commercial y compris la propriété intellectuelle, ou la sécurité nationale.

2. Si une Partie décide néanmoins de fournir des informations ainsi protégées à une autre Partie, la Partie qui reçoit ces informations protégées respecte leur caractère confidentiel et les conditions dont est assortie leur communication, et n'utilise lesdites informations qu'aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.

Article 23

APPLICATION

Les Parties rendent compte périodiquement de l'application de la présente Convention.

Article 24

ACCORDS BILATERAUX ET MULTILATERAUX

1. Les Parties peuvent, pour s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la présente Convention, continuer d'appliquer les accord bilatéraux ou multilatéraux ou les autres arrangements en vigueur ou en conclure de nouveaux.

2. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte au droit des Parties de prendre, en vertu d'un accord bilatéral ou multilatéral s'il y a lieu, des mesures plus rigoureuses que celles requises par la présente Convention.

Article 25

STATUT DES ANNEXES

Les Annexes de la présente Convention font partie intégrante de la Convention.

Article 26

AMENDEMENTS A LA CONVENTION

1. Toute Partie peut proposer des amendements à la présente Convention.

2. Le texte de toute proposition d'amendement à la présente Convention est soumis par écrit au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui le transmet à toutes les Parties. La Conférence des Parties examine les propositions d'amendement à sa réunion annuelle suivante, à condition que le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe ait transmis les propositions aux Parties au moins quatre-vingt-dix jours à l'avance.

3. Pour les amendements à la présente Convention - à l'exception des amendements à l'Annexe I, pour lesquels la procédure est décrite au paragraphe 4 du présent Article :

a) Les amendements sont adoptés par consensus par les Parties présentes à la réunion et sont soumis par le Dépositaire à toutes les Parties pour ratification, acceptation ou approbation;

b) Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements sont déposés auprès du Dépositaire. Les amendements adoptés conformément au présent Article entrent en vigueur à l'égard des Parties qui les ont acceptés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la réception par le Dépositaire du seizième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) Par la suite, les amendements entrent en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.

4. Pour les amendements à l'Annexe I :

a) Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, les amendements sont adoptés, en dernier ressort, par un vote à la majorité des neuf dixièmes des Parties présentes à la réunion et votantes. Les amendements, s'ils sont adoptés par la Conférence des Parties, sont communiqués aux Parties avec une recommandation d'approbation;

b) A l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date de leur communication par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, les amendements à l'Annexe I entrent en vigueur à l'égard des Parties à la présente Convention qui n'ont pas soumis de notification conformément aux dispositions du paragraphe 4 c) du présent Article, à condition que seize Parties au moins n'aient pas soumis cette notification;

c) Toute Partie qui ne peut approuver un amendement à l'Annexe I de la présente Convention en donne notification au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, par écrit, dans un délai de douze mois à compter de la date de la communication de l'adoption. Le Secrétaire exécutif informe sans retard toutes les Parties de la réception d'une telle notification. Une Partie peut à tout moment substituer une acceptation à sa notification antérieure et l'amendement à l'Annexe I entre alors en vigueur à l'égard de cette Partie;

d) Aux fins du présent paragraphe, l'expression "Parties présentes et votantes" désigne les Parties présentes qui ont émis un vote affirmatif ou négatif.

Article 27

SIGNATURE

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission économique pour l'Europe ainsi que des Etats dotés du statut consultatif auprès de la Commission économique pour l'Europe en vertu

du paragraphe 8 de la résolution 36 (IV) du Conseil économique et social du 28 mars 1947 et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains, membres de la Commission économique pour l'Europe, qui leur ont transféré compétence pour des matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières, à Helsinki du 17 au 18 mars 1992 inclus, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 18 septembre 1992.

Article 28

DEPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire de la présente Convention.

Article 29

RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Etats et des organisations d'intégration économique régionale signataires visés à l'Article 27.

2. La présente Convention est ouverte à l'adhésion des Etats et organisations visés à l'Article 27.

3. Toute organisation visée à l'Article 27 qui devient Partie à la présente Convention sans qu'aucun de ses Etats membres n'en soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent de la présente Convention. Lorsqu'un ou plusieurs Etats membres d'une telle organisation sont Parties à la présente Convention, cette organisation et ses Etats membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations contractées en vertu de la présente Convention. En pareil cas, l'organisation et les Etats membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent de la présente Convention.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'Article 27 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite la présente Convention. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 30

ENTREE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent Article, l'instrument déposé par une organisation visée à l'article 27 ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les Etats membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque Etat ou organisation visé à l'Article 27, qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention ou y adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet Etat ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 31

DENONCIATION

1. A tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date à laquelle la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

2. Cette dénonciation ne fait pas obstacle à l'application de l'Article 4 à une activité ayant fait l'objet d'une notification en application de l'Article 4, paragraphe 1 ou d'une demande de discussions en application de l'Article 4, paragraphe 2.

Article 32

TEXTES AUTHENTIQUES

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Helsinki, le dix-sept mars mil neuf cent quatre-vingt douze.

ANNEXE I

SUBSTANCES DANGEREUSES AUX FINS DE LA DEFINITION DES ACTIVITES DANGEREUSES

Les quantités indiquées ci-dessous se rapportent à chaque activité ou groupe d'activités. Lorsque les chiffres portés dans la Partie I représentent une gamme de quantités, la quantité limite est celle qui correspond au maximum dans chaque cas. Cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention, c'est la quantité inférieure indiquée dans chaque gamme qui deviendra la quantité limite, à moins d'un amendement.

Lorsqu'une substance ou une préparation nommément désignée dans la Partie II appartient aussi à une catégorie de la Partie I, c'est la quantité limite indiquée dans la Partie II qui s'applique.

Pour l'identification des activités dangereuses, les Parties tiennent compte de la possibilité prévisible d'aggravation des risques en cause, ainsi que des quantités de substances dangereuses et de leur proximité, que la responsabilité en soit assumée par un ou par plusieurs exploitants.

PARTIE I. Catégories de substances et de préparations qui ne sont pas nommément désignées dans la Partie II

	Catégorie	Quantité limite (tonnes)
1.	Gaz inflammables 1 a), y compris le GPL	200
2.	Liquides très inflammables 1 b)	50 000
3.	Substances très toxiques 1 c)	20
4.	Substances toxiques 1 d)	500-200
5.	Substances comburantes 1 e)	500-200
6.	Substances explosives 1 f)	200- 50
7.	Liquides inflammables 1 g) (manipulés dans les conditions spéciales de pression et de température)	200
8.	Substances dangereuses pour l'environnement 1 h)	200

PARTIE II. Substances nommément désignées

	Substance	Quantité limite (tonnes)
1.	Ammoniac	500
2 a	Nitrate d'ammonium 2/	2 500
b	Nitrate d'ammonium sous la forme d'engrais 3/	10 000
3.	Acrylonitrile	200
4.	Chlore	25
5.	Oxyde d'éthylène	50
6.	Cyanure d'hydrogène	20
7.	Fluorure d'hydrogène	50
8.	Sulfure d'hydrogène	50
9.	Dioxyde de soufre	250
10.	Trioxyde de soufre	75
11.	Plomb alkyles	50
12.	Phosgène	0.75
13.	Isocyanate de méthyle	0.15

NOTES

1. Critères indicatifs. En l'absence d'autres critères appropriés, les Parties peuvent appliquer les critères suivants pour classer les substances ou les préparations aux fins de la Partie I de la présente Annexe.

a) GAZ INFLAMMABLES : substances qui, à l'état gazeux, à la pression normale et en mélange avec l'air, deviennent inflammables et dont le point d'ébullition à la pression normale est égal ou inférieur à 20 °C;

b) LIQUIDES TRES INFLAMMABLES : substances dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C et le point d'ébullition à la pression normale supérieur à 20 °C;

c) SUBSTANCES TRES TOXIQUES : substances dont les propriétés correspondent à celles qui sont énoncées aux tableaux 1 ou 2 ci-dessous et qui, en raison de leurs propriétés physiques et chimiques, sont susceptibles d'entraîner des risques d'accidents industriels.

TABLEAU 1

DL_{50} (ingestion) 1)	DL_{50} (absorption cutanée) 2)	CL_{50} 3)
mg/kg de masse du corps	mg/kg de masse du corps	mg/l (inhalation)
$DL_{50} \leq 25$	$DL_{50} \leq 50$	$CL_{50} \leq 0{,}5$

1) DL_{50} par ingestion chez le rat
2) DL_{50} par absorption cutanée chez le rat ou le lapin
3) CL_{50} par inhalation (quatre heures) chez le rat

TABLEAU 2

Dose de réaction discriminante mg/kg de masse du corps	< 5

quand la toxicité aiguë par ingestion de la substance chez l'animal a été déterminée par la méthode des doses fixes.

d) SUBSTANCES TOXIQUES : substances dont les propriétés correspondent à celles qui sont indiquées aux tableaux 3 ou 4 et qui, en raison de leurs propriétés physiques et chimiques, sont susceptibles d'entraîner des risques d'accidents industriels.

TABLEAU 3

DL_{50} (ingestion) 1)	DL_{50} (absorption cutanée) 2)	CL_{50} 3)
mg/kg de masse du corps	mg/kg de masse du corps	mg/l (inhalation)
$25 < DL_{50} \leq 200$	$50 < DL_{50} \leq 400$	$0,5 < CL_{50} \leq 2$

1) DL_{50} par ingestion chez le rat
2) DL_{50} par absorption cutanée chez le rat ou le lapin
3) CL_{50} par inhalation (quatre heures) chez le rat

TABLEAU 4

Dose de réaction discriminante
mg/kg de masse du corps = 5

quand la toxicité aiguë par ingestion de la substance chez l'animal a été déterminée par la méthode des doses fixes.

e) SUBSTANCES COMBURANTES : substances qui, au contact de certaines autres substances - particulièrement quand celles-ci sont inflammables - donnent lieu à des réactions fortement exothermiques.

f) SUBSTANCES EXPLOSIVES : substances qui sont susceptibles d'exploser sous l'effet d'une flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou au frottement que le dinitrobenzène.

g) LIQUIDES INFLAMMABLES : substances dont le point d'éclair est inférieur à 55 °C et qui restent liquides sous pression, de sorte que des conditions particulières de traitement, par exemple sous haute pression et à température élevée, peuvent entraîner des risques d'accidents industriels.

h) SUBSTANCES DANGEREUSES POUR L'ENVIRONNEMENT : substances qui présentent une toxicité aiguë pour l'environnement aquatique aux concentrations qu'indique le tableau 5.

TABLEAU 5

CL_{50} 1)	CE_{50} 2)	CI_{50} 3)
mg/l	mg/l	mg/l
$CL_{50} \leq 10$	$CE_{50} \leq 10$	$CI_{50} \leq 10$

1) CL_{50} chez le poisson (96 heures)
2) CE_{50} chez la daphnie (48 heures)
3) CI_{50} chez les algues (72 heures)

lorsque la substance n'est pas aisément dégradable, ou quand log Poe > 3,0 (à moins que le FBC déterminé expérimentalement ne soit égal ou inférieur à 100).

i) DL = dose létale
j) CL = concentration létale
k) CE = concentration effective
l) CI = concentration d'inhibition
m) Poe = coefficient de partage octanol/eau
n) FBC = facteur de bioconcentration

2. Nitrate d'ammonium et mélanges de nitrate d'ammonium, quand la teneur en azote correspondant au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en masse, les solutions aqueuses de nitrate d'ammonium, quand la concentration de nitrate d'ammonium est supérieure à 90 % en masse.

3. Engrais au nitrate d'ammonium, simples ou composés, quand la teneur en azote correspondant au nitrate d'ammonium est supérieure à 28 % en masse (un engrais composé au nitrate d'ammonium contient aussi du phosphate et/ou de la potasse).

4. Les mélanges et les préparations contenant de telles substances seront traitées de la même façon que les substances pures, à moins qu'elles ne présentent plus des propriétés équivalentes et ne soient pas susceptibles d'avoir des effets transfrontières.

ANNEXE II

PROCEDURE DE LA COMMISSION D'ENQUETE EN APPLICATION DES ARTICLES 4 ET 5

1. La (ou les) Partie(s) requérante(s) notifie(nt) au secrétariat qu'elle(s) soumet(tent) une (ou des) question(s) à une commission d'enquête constituée conformément aux dispositions de la présente Annexe. Cette notification expose l'objet de l'enquête. Le secrétariat informe immédiatement toutes les Parties à la Convention de cette demande d'enquête.

2. La commission d'enquête est composée de trois membres. La partie requérante et l'autre partie à la procédure d'enquête nomment l'une et l'autre un expert scientifique ou technique, et les deux experts ainsi nommés désignent d'un commun accord un troisième expert qui est le président de la commission d'enquête. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties à la procédure d'enquête, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire en question à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième expert le président de la commission d'enquête n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des parties, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la notification adressée par le secrétariat, l'une des parties à la procédure d'enquête ne nomme pas un expert, l'autre partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président de la commission d'enquête dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président de la commission d'enquête demande à la partie qui n'a pas nommé d'expert de le faire dans un délai d'un mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. La commission d'enquête arrête elle-même son règlement intérieur.

6. La commission d'enquête peut prendre toutes les mesures appropriées pour exercer ses fonctions.

7. Les parties à la procédure d'enquête facilitent la tâche de la commission d'enquête et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition

a) Fournissent à la commission d'enquête tous les documents, facilités et renseignements pertinents;

b) Permettent à la commission d'enquête, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

8. Les parties et les experts protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant les travaux de la commission d'enquête.

9. Si l'une des parties à la procédure d'enquête ne se présente pas devant la commission d'enquête ou s'abstient d'exposer sa position, l'autre partie peut demander à la commission d'enquête de poursuivre la procédure et d'achever ses travaux. Le fait pour une partie de ne pas se présenter devant la commission ou de ne pas exposer sa position ne fait pas obstacle à la poursuite ni à l'achèvement des travaux de la comission d'enquête.

10. A moins que la commission d'enquête n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais de ladite commission, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les parties à la procédure d'enquête. La commission d'enquête tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties.

11. Toute Partie qui a, en ce qui concerne l'objet de la procédure d'enquête, un intérêt d'ordre matériel et qui est susceptible d'être affectée par l'avis rendu par la commission d'enquête, peut intervenir dans la procédure, avec l'accord de la commission d'enquête.

12. Les décisions de la commission d'enquête sur les questions de procédure sont prises à la majorité de ses membres. L'avis définitif de la commission d'enquête reflète l'opinion de la majorité de ses membres et est assorti éventuellement, de l'exposé des opinions dissidentes.

13. La commission d'enquête rend son avis définitif dans les deux mois qui suivent la date à laquelle elle a été constituée, à moins qu'elle ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder deux mois.

14. L'avis définitif de la commission d'enquête est fondé sur des principes scientifiques acceptés. La commission d'enquête communique son avis définitif aux parties à la procédure d'enquête et au secrétariat.

ANNEXE III

PROCEDURES A SUIVRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 4

1. La Partie d'origine peut demander à consulter une autre Partie conformément aux paragraphes 2 à 5 de la présente Annexe, afin de déterminer si cette Partie est touchée.

2. Si une activité proposée ou existante est dangereuse, la Partie d'origine, en vue de procéder à des consultations appropriées et efficaces, en donne notification, aux niveaux appropriés, à toute Partie pouvant, selon elle, être touchée, aussitôt que possible et au plus tard lorsqu'elle informe son propre public de l'activité en question. Dans le cas des activités dangereuses existantes, cette notification est donnée au plus tard dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard de la Partie d'origine.

3. La notification contient, notamment,

a) Des informations sur l'activité dangereuse, y compris toute information ou tout rapport disponible, par exemple les informations fournies en application de l'Article 6, sur les effets transfrontières qu'elle pourrait avoir en cas d'accident industriel;

b) L'indication d'un délai raisonnable pour la communication d'une réponse au titre du paragraphe 4 de la présente Annexe, compte tenu de la nature de l'activité;

Peuvent être incluses dans cette notification les informations mentionnées au paragraphe 6 de la présente Annexe.

4. Les Parties qui ont reçu la notification répondent à la Partie d'origine dans le délai spécifié dans la notification en accusant réception de celle-ci et en indiquant si elles ont l'intention d'engager des consultations.

5. Si une Partie à qui la notification a été donnée fait savoir qu'elle n'a pas l'intention d'engager des consultations, ou si elle ne répond pas dans le délai spécifié dans la notification, les dispositions des paragraphes suivants de la présente Annexe ne s'appliquent pas. En pareil cas, il n'est pas porté préjudice au droit de la Partie d'origine de déterminer si elle doit procéder à une évaluation et à une analyse sur la base de sa législation et de sa pratique nationales.

6. Lorsqu'une Partie à laquelle elle a donné notification lui fait part de son désir d'engager des consultations, la Partie d'origine fournit à cette Partie, si elle ne l'a pas encore fait :

a) Les informations pertinentes relatives au déroulement de l'analyse, avec un échéancier pour la communication d'observations;

b) Les informations pertinentes sur l'activité dangereuse et sur les effets transfrontières qu'elle pourrait avoir en cas d'accident industriel;

c) La possibilité de participer à l'évaluation des informations ou de tout rapport démontrant d'éventuels effets transfrontières.

7. La Partie touchée fournit à la Partie d'origine, à la demande de celle-ci, les informations pouvant, raisonnablement, être obtenues au sujet de la zone relevant de sa juridiction qui est susceptible d'être touchée, si ces informations sont nécessaires pour procéder à l'évaluation et à l'analyse et prendre des mesures. Les informations sont fournies promptement et, selon qu'il convient, par l'intermédiaire d'un organe commun s'il en existe un.

8. La Partie d'origine fournit à la Partie touchée directement, s'il y a lieu, ou par l'intermédiaire d'un organe commun, s'il en existe un, les documents relatifs à l'analyse et à l'évaluation qui sont décrits à l'Annexe V, paragraphes 1 et 2.

9. Les Parties concernées informent le public dans les zones qui, raisonnablement, sont susceptibles d'être touchées par l'activité dangereuse et prennent des dispositions pour que les documents relatifs à l'analyse et à l'évaluation soient distribués au public et aux autorités des zones en question. Les Parties leur offrent la possibilité de formuler des observations ou des objections au sujet de l'activité dangereuse et font en sorte que leurs vues soient transmises à l'autorité compétente de la Partie d'origine, soit directement, soit, s'il y a lieu, par l'intermédiaire de la Partie d'origine, dans un délai raisonnable.

10. Une fois que les documents relatifs à l'analyse et à l'évaluation sont prêts, la Partie d'origine engage, sans retard indu, des consultations avec la Partie touchée au sujet, notamment, des effets transfrontières de l'activité dangereuse en cas d'accident industriel et des mesures propres à limiter ces effets ou à les éliminer. Les consultations peuvent porter :

a) Sur les solutions de remplacement possibles, y compris l'option "zéro" et sur les mesures qui pourraient être prises pour atténuer les effets transfrontières aux frais de la Partie d'origine;

b) Sur d'autres formes d'assistance mutuelle envisageables pour limiter tout effet transfrontière;

c) Sur toute autre question pertinente.

Les Parties concernées conviennent, au début des consultations, d'un délai raisonnable pour la durée de la période de consultations. Ces consultations peuvent être menées par l'intermédiaire d'un organe commun approprié, s'il en existe un.

11. Les Parties concernées veillent à ce qu'il soit dûment tenu compte de l'analyse et de l'évaluation ainsi que des observations reçues en application du paragraphe 9 de la présente Annexe et de l'issue des consultations mentionnées au paragraphe 10 de la présente Annexe.

12. La Partie d'origine notifie aux Parties touchées toute décision prise au sujet de l'activité ainsi que les motifs et considérations sur lesquels elle repose.

13. Si des informations supplémentaires pertinentes ayant trait aux effets transfrontières d'une activité dangereuse, qui n'étaient pas disponibles au moment où cette activité a fait l'objet de consultations, viennent à la connaissance d'une Partie concernée, celle-ci en informe immédiatement l'autre (ou les autres) Partie(s) concernée(s). Si l'une des Parties concernées le demande, de nouvelles consultations ont lieu.

ANNEXE IV

MESURES PREVENTIVES A PRENDRE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 6

Les mesures ci-après peuvent être appliquées selon la législation et les pratiques nationales, par les Parties, les autorités compétentes ou les exploitants ou dans le cadre d'efforts concertés.

1. Fixer des objectifs généraux ou particuliers en matière de sécurité;

2. Adopter des dispositions législatives ou des directives concernant les mesures de sécurité et les normes de sécurité;

3. Identifier les activités dangereuses qui exigent l'application de mesures préventives spéciales, y compris éventuellement un système de licences ou d'autorisations;

4. Evaluer les analyses de risque ou les études de sécurité relatives aux activités dangereuses et un plan d'action en vue de l'application des mesures nécessaires;

5. Fournir aux autorités compétentes les informations nécessaires pour évaluer les risques;

6. Appliquer la technologie la plus appropriée, afin de prévenir les accidents industriels et de protéger les êtres humains et l'environnement;

7. Dispenser un enseignement et une formation appropriés à toutes les personnes participant à des activités dangereuses sur le site tant en situation normale qu'en situation anormale, afin de prévenir les accidents industriels;

8. Etablir des structures et des pratiques de gestion interne qui permettent l'application et le maintien effectifs des règlements de sécurité;

9. Surveiller les activités dangereuses et effectuer des vérifications et des inspections;

ANNEXE V

ANALYSE ET EVALUATION

1. Le champ et le degré de détail de l'analyse et de l'évaluation de l'activité dangereuse devraient varier en fonction de leur objet.

2. Le tableau suivant illustre les éléments qu'il faudrait prendre en considération dans le cadre de l'analyse et de l'évaluation aux fins prévues dans différents Articles et énumérées ci-après :

Objet de l'analyse	Eléments à prendre en considération
Préparation aux situations d'urgence en application de l'Article 8	1) Quantités et propriétés des substances dangereuses présentes sur le site; 2) Courts scénarios descriptifs d'un échantillon représentatif d'accidents industriels pouvant être provoqués par l'activité dangereuse, avec une indication de la probabilité de chacun; 3) Pour chaque scénario : a) La quantité approximative de substance rejetée; b) L'étendue et la gravité des conséquences du rejet tant sur les personnes que sur l'environnement, dans des conditions favorables et défavorables, y compris l'étendue des zones à risque; c) Le délai dans lequel le phénomène déclencheur pourrait dégénérer en accident industriel; d) Toute action qui pourrait être entreprise pour limiter autant que possible la probabilité d'une aggravation; 4) L'importance et la répartition de la population dans le voisinage, y compris toute grande concentration de personnes susceptibles de se trouver dans la zone à risque; 5) L'âge, la mobilité et la vulnérabilité de cette population.

Objet de l'analyse	Eléments à prendre en considération :
Prise de décision concernant le choix du site en application de l'Article 7	En sus des éléments visés aux alinéas 1) à 5) ci-dessus : 6) La gravité du dommage causé aux personnes et à l'environnement selon la nature et les circonstances du rejet; 7) La distance du site de l'activité dangereuse à laquelle des effets nocifs sur les personnes et l'environnement peuvent, raisonnablement, être observés en cas d'accident industriel; 8) La même information en tenant compte non seulement de la situation présente, mais aussi des aménagements prévus ou que l'on peut raisonnablement prévoir.
Information du public en application de l'Article 9	En sus des éléments visés aux alinéas 1) à 4) ci-dessus : 9) Les personnes qui peuvent être touchées en cas d'accident industriel.
Mesures préventives en application de l'Article 6	En sus des éléments visés aux alinéas 4) à 9) ci-dessus, des versions plus détaillées des descriptions et des évaluations visées aux alinéas 1) à 3) seront nécessaires en vue de l'adoption de mesures préventives. Outre ces descriptions et évaluations, il faudrait prendre en considération les éléments ci-après : 10) Les quantités de matières dangereuses manipulées et les conditions de manipulation; 11) Une liste de scénarios pour les divers types d'accidents industriels ayant des effets graves, avec des exemples de tous les incidents possibles, du moins important au plus important et des effets que peuvent avoir les activités menées dans le voisinage; 12) Pour chaque scénario, une description des phénomènes qui pourraient être à l'origine d'un accident industriel et de l'enchaînement des événements qui pourraient en entraîner l'aggravation; 13) Une évaluation au moins en termes généraux du degré de probabilité de chacun de ces événements, compte tenu des mesures prévues à l'alinéa 14);

14) Une description des mesures préventives concernant aussi bien le matériel que les procédures, visant à réduire autant que possible la probabilité de chaque événement;

15) Une évaluation des effets que des écarts par rapport aux conditions d'exploitation normales pourraient avoir, avec la description des dispositions à prendre en conséquence pour arrêter sans danger l'activité dangereuse ou toute phase de celle-ci en cas de situation d'urgence, et des besoins de formation du personnel pour que les écarts susceptibles d'avoir de graves conséquences soient rapidement détectés et que les mesures appropriées soient prises;

16) Une évaluation indiquant jusqu'à quel point les modifications, les travaux de réparation et les travaux de maintenance intéressant l'activité dangereuse pourraient compromettre les mesures de contrôle, et les dispositions à prendre en conséquence pour que ce contrôle soit maintenu.

ANNEXE VI

PRISE DE DECISION CONCERNANT LE CHOIX DU SITE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 7

Les dispositions ci-après illustrent les éléments qu'il faudrait prendre en considération en application de l'Article 7 :

1. Les résultats de l'analyse et de l'évaluation des risques, y compris d'une évaluation en application de l'Annexe V des caractéristiques physiques de la zone dans laquelle il est prévu d'implanter l'activité dangereuse;

2. Les résultats des consultations et du processus de participation du public;

3. Une analyse de l'augmentation ou de la diminution du risque entraîné par tout élément nouveau sur le territoire de la Partie touchée, en rapport avec une activité dangereuse existante sur le territoire de la Partie d'origine;

4. L'évaluation des risques environnementaux, y compris de tout effet transfrontière;

5. Une évaluation des nouvelles activités dangereuses qui pourraient être source de risques;

6. La possibilité d'implanter les activités dangereuses nouvelles et de modifier sensiblement les activités dangereuses existantes suffisamment loin des agglomérations existantes pour que leur sécurité ne soit pas menacée et d'établir un périmètre de sécurité autour du site des activités dangereuses; à l'intérieur de ce périmètre les éléments nouveaux qui auraient pour effet d'augmenter le chiffre de la population exposée ou d'accroître d'une autre manière la gravité du risque devraient être examinés de près.

ANNEXE VII

MESURES DE PREPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 8

1. Tous les plans d'urgence, tant sur le site qu'à l'extérieur du site, devraient être coordonnés de façon à disposer d'un ensemble complet de mesures permettant de faire face efficacement aux accidents industriels.

2. Les plans d'urgence devraient prévoir les mesures nécessaires pour localiser les situations d'urgence et en prévenir ou en limiter autant que possible les effets transfrontières. Ils devraient aussi prévoir des dispositions pour alerter la population et, s'il y a lieu, organiser les opérations d'évacuation et d'autres opérations de protection ou de secours, ainsi que des services sanitaires.

3. Les plans d'urgence devraient contenir, à l'intention du personnel travaillant sur le site, des personnes risquant d'être touchées à l'extérieur du site et des équipes de secours, des précisions sur la marche à suivre, tant sur le plan technique qu'en ce qui concerne l'organisation, pour faire face à un accident industriel susceptible d'avoir des effets transfrontières et pour en prévenir et en limiter autant que possible les effets sur la population et sur l'environnement, aussi bien sur le site qu'à l'extérieur.

4. Les plans d'urgence applicables sur le site pourraient par exemple :

a) Indiquer les attributions et responsabilités organisationnelles sur le site en cas de situation d'urgence;

b) Décrire la marche à suivre en cas d'accident industriel ou de menace imminente d'un tel accident, pour maîtriser la situation ou l'événement, ou indiquer où il est possible de trouver cette description;

c) Décrire le matériel et les ressources disponibles;

d) Indiquer les dispositions à prendre pour alerter rapidement, en cas d'accident industriel, l'autorité publique chargée des premiers secours à l'extérieur du site, y compris le type d'informations à communiquer lors de l'alerte initiale et les dispositions à prendre pour fournir des informations plus détaillées lorsqu'elles deviennent disponibles;

e) Indiquer les dispositions prévues pour former le personnel aux tâches qu'il sera appelé à accomplir.

5. Les plans d'urgence applicables à l'extérieur du site pourraient par exemple :

a) Indiquer les attributions et responsabilités organisationnelles à l'extérieur du site en cas de situation d'urgence, notamment les modalités d'intégration avec les plans applicables sur le site;

b) Indiquer les méthodes et les procédures à suivre par le personnel de secours et le personnel médical;

c) Indiquer les méthodes à appliquer pour déterminer rapidement la zone touchée;

d) Indiquer les dispositions à prendre pour que l'accident industriel soit promptement notifié aux Parties touchées ou susceptibles de l'être et pour que cette liaison soit par la suite maintenue;

e) Identifier les ressources nécessaires pour exécuter le plan et le dispositif de coordination;

f) Indiquer les dispositions prévues pour informer le public y compris, s'il y a lieu, le dispositif prévu pour compléter et rediffuser les éléments d'information qui lui sont communiqués en application de l'Article 9;

g) Indiquer les dispositions prévues en matière de formation et d'exercices.

6. Les plans d'urgence pourraient indiquer les mesures à prendre pour traiter, rassembler, nettoyer, stocker, enlever et éliminer en toute sécurité les substances dangereuses et les matières contaminées et procéder à la remise en état.

ANNEXE VIII

ELEMENTS D'INFORMATION A COMMUNIQUER AU PUBLIC EN APPLICATION DE L'ARTICLE 9

1. Nom de la société, adresse où se déroule l'activité dangereuse et identification, par la position qu'elle occupe, de la personne qui communique l'information;

2. Explication, en termes simples, de l'activité dangereuse, y compris des risques encourus;

3. Nom courant ou nom générique ou classe générale de danger des substances et préparations qui sont utilisées dans le cadre de l'activité dangereuse et indication de leurs principales caractéristiques de danger;

4. Informations générales tirées d'une évaluation de l'impact sur l'environnement, si elles sont disponibles et pertinentes;

5. Informations générales relatives à la nature de l'accident industriel qui pourrait éventuellement se produire dans le cadre de l'activité dangereuse, y compris aux effets qu'il pourrait avoir sur la population et l'environnement;

6. Informations appropriées sur la manière dont la population touchée sera alertée et tenue informée en cas d'accident industriel;

7. Informations appropriées sur les mesures que la population touchée devrait prendre et sur le comportement qu'elle devrait adopter en cas d'accident industriel;

8. Informations appropriées sur les dispositions prises à l'égard de l'activité dangereuse, y compris sur les liens avec les services de secours, pour faire face aux accidents industriels, en limiter la gravité et en atténuer les effets;

9. Informations générales sur le plan d'urgence à l'extérieur du site, établi par les services de secours pour y combattre tout effet d'un accident industriel, y compris ses effets transfrontières;

10. Informations générales sur les exigences et conditions spéciales auxquelles l'activité dangereuse doit satisfaire selon la réglementation et/ou les dispositions administratives nationales pertinentes, y compris les systèmes de licences ou d'autorisations;

11. Indications destinées à permettre au public de savoir où s'adresser pour obtenir de plus amples informations.

ANNEXE IX

SYSTEMES DE NOTIFICATION DES ACCIDENTS INDUSTRIELS A METTRE EN PLACE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 10

1. Les systèmes de notification des accidents industriels permettent de communiquer le plus rapidement possible des données et des prévisions selon des codes préalablement fixés et en utilisant des systèmes de transmission et de traitement de données compatibles, pour donner l'alerte et intervenir en cas de situation d'urgence, et pour prendre des mesures afin de limiter autant que possible et de circonscrire les conséquences d'effets transfrontières, compte tenu des différents besoins aux différents niveaux.

2. Les éléments à notifier en cas d'accident industriel sont notamment les suivants :

a) Le type et l'ampleur de l'accident industriel, les substances dangereuses en jeu (si on les connaît) et la gravité des effets qu'il peut éventuellement avoir;

b) L'heure et le lieu exact de l'accident;

c) Toute autre information disponible, nécessaire pour faire face efficacement à l'accident industriel.

3. La notification d'un accident industriel doit être complétée, à intervalles appropriés, ou chaque fois que le besoin s'en fait sentir, par la notification d'autres informations pertinentes sur l'évolution de la situation concernant les effets transfrontières.

4. Des essais et des examens sont effectués périodiquement pour vérifier l'efficacité des systèmes de notification des accidents industriels et le personnel concerné reçoit une formation permanente. S'il y a lieu, ces essais, examens et activités de formation sont menés conjointement.

ANNEXE X

ASSISTANCE MUTUELLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 12

1. La direction, le contrôle, la coordination et la supervision générales de l'assistance incombent à la Partie qui demande l'assistance. Le personnel participant à l'opération d'assistance agit conformément à la législation pertinente de la Partie qui demande l'assistance. Les autorités compétentes de cette dernière coopèrent avec l'autorité désignée par la Partie qui fournit l'assistance en application de l'Article 17, pour assumer la supervision directe du personnel et du matériel fournis par cette Partie pour l'opération.

2. La Partie qui demande l'assistance fournit, dans la mesure de ses moyens, des facilités et services locaux pour la bonne administration de l'assistance et assure la protection du personnel, du matériel et des fournitures amenés sur son territoire à cette fin par la Partie qui fournit l'assistance ou en son nom.

3. Sauf accord contraire entre les Parties concernées, l'assistance est fournie aux frais de la Partie qui demande l'assistance. La Partie qui fournit l'assistance peut à tout moment renoncer en tout ou partie au remboursement de ses frais.

4. La Partie qui demande l'assistance fait tout son possible pour accorder à la Partie qui fournit l'assistance et aux personnes qui agissent en son nom les privilèges, immunités ou facilités qui leur sont nécessaires pour s'acquitter promptement de leurs fonctions d'assistance. La Partie qui demande l'assistance n'est pas tenue d'appliquer la présente disposition à ses nationaux ou aux résidents permanents ni de leur accorder les privilèges et immunités mentionnés ci-dessus.

5. Les Parties s'efforcent, à la demande de la Partie qui demande l'assistance ou de la Partie qui la fournit, de faciliter le transit sur leur territoire - à destination ou en provenance du territoire de la Partie qui demande l'assistance - du personnel, du matériel et des biens employés dans le cadre de l'opération d'assistance, qui ont fait l'objet d'une notification en bonne et due forme.

6. La Partie qui demande l'assistance fait en sorte que le personnel ayant fait l'objet d'une notification en bonne et due forme ainsi que le matériel et les biens employés dans le cadre de l'opération d'assistance puissent facilement pénétrer sur son territoire national, y séjourner et le quitter.

7. En ce qui concerne les actes résultant directement de l'assistance fournie, la Partie qui demande l'assistance, en cas de décès de personnes ou de dommages corporels, de perte de biens ou de dommages matériels ou de dommages à l'environnement causés sur son territoire pendant la fourniture de l'assistance demandée, met hors de cause et indemnise la Partie qui fournit l'assistance ou les personnes agissant en son nom et leur accorde réparation en cas de décès de ces personnes ou de dommages subis par elles et en cas de perte de matériel ou d'autres biens ou de dommages au matériel ou à d'autres biens employés dans le cadre de l'opération d'assistance. Il incombe à

la Partie qui demande l'assistance de répondre aux réclamations présentées par des tiers contre la Partie qui fournit l'assistance ou contre des personnes agissant en son nom.

8. Les Parties concernées coopèrent étroitement afin de faciliter le règlement des procédures juridictionnelles et des réclamations auxquelles pourraient donner lieu les opérations d'assistance.

9. Toute Partie peut demander une assistance relative au traitement médical ou à la réinstallation temporaire, sur le territoire d'une autre Partie, de personnes victimes d'un accident.

10. La Partie touchée ou qui demande l'assistance peut à tout moment, après avoir procédé à des consultations appropriées et par voie de notification, demander l'arrêt de l'assistance reçue ou fournie en application de la présente Convention. Une fois qu'une telle demande a été faite, les Parties concernées se consultent en vue de prendre des dispositions pour mettre fin comme il convient à l'assistance.

ANNEXE XI

ECHANGE D'INFORMATIONS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 15

Les informations échangées comprennent notamment les éléments énumérés ci-après, lesquels peuvent également donner lieu à une coopération multilatérale et bilatérale

a) Mesures législatives et administratives, politiques, objectifs et priorités concernant la prévention, la préparation et la lutte, activités scientifiques et mesures techniques pour réduire le risque d'accidents industriels résultant d'activités dangereuses, et, notamment, en atténuer les effets transfrontières;

b) Mesures et plans d'urgence au niveau approprié, ayant des incidences sur d'autres Parties;

c) Programmes de surveillance, de planification et de recherche-développement, y compris leur application et leur contrôle;

d) Mesures prises pour prévenir les accidents industriels, s'y préparer et y faire face;

e) Expérience acquise en matière d'accidents industriels et coopération établie pour faire face à des accidents industriels ayant eu des effets transfrontières;

f) Mise au point et application des meilleures technologies disponibles pour mieux protéger l'environnement et en améliorer la sécurité;

g) Préparation aux situations d'urgence et mesures de lutte en cas de situation d'urgence;

h) Méthodes utilisées pour prévoir les risques, y compris les critères relatifs à la surveillance et à l'évaluation des effets transfrontières.

ANNEXE XII

TACHES A ENTREPRENDRE AU TITRE DE L'ASSISTANCE MUTUELLE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 18, PARAGRAPHE 4

1. Rassemblement et diffusion d'informations et de données

a) Mise en place et exploitation d'un système de notification des accidents industriels qui permette de fournir des informations sur les accidents industriels et sur les experts, afin d'associer ces derniers aussi vite que possible à la fourniture d'une assistance;

b) Constitution et exploitation d'une banque de données pour la réception, le traitement et la diffusion des informations nécessaires sur les accidents industriels, y compris leurs effets, ainsi que sur les mesures appliquées et leur efficacité;

c) Etablissement et tenue d'une liste des substances dangereuses, en en précisant les caractéristiques et en indiquant comment procéder en cas d'accident industriel mettant en jeu ces substances;

d) Constitution et tenue d'un registre d'experts pouvant fournir des services consultatifs et d'autres types d'assistance en ce qui concerne les mesures de prévention, de préparation et de lutte, y compris les mesures de remise en état;

e) Tenue d'une liste des activités dangereuses;

f) Etablissement et tenue d'une liste des substances dangereuses visées par les dispositions de l'Annexe I, Partie I.

2. Recherche, formation et méthodologies

a) Construction et fourniture de modèles fondés sur l'expérience acquise en matière d'accidents industriels ainsi que de scénarios de prévention, de préparation et de lutte;

b) Promotion de l'éducation et de la formation, organisation de colloques internationaux et promotion de la coopération en matière de recherche-développement.

3. Assistance technique

a) Prestation de services consultatifs visant à renforcer la capacité des Parties d'appliquer des mesures de prévention, de préparation et de lutte;

b) Inspection; à la demande d'une Partie, de ses activités dangereuses et fourniture d'une aide destinée à permettre à celle-ci à organiser ses inspections nationales conformément aux dispositions de la présente Convention.

4. Assistance en cas de situation d'urgence

Octroi, à la demande d'une Partie, d'une assistance, notamment en envoyant sur le site d'un accident industriel des experts chargés de fournir des services consultatifs et d'autres types d'assistance pour faire face à l'accident industriel.

ANNEXE XIII

ARBITRAGE

1. La (ou les) Partie(s) requérante(s) notifie(nt) au secrétariat que les Parties sont convenues de soumettre le différend à l'arbitrage en application de l'Article 21, paragraphe 2 de la présente Convention. La notification expose l'objet de l'arbitrage et indique, en particulier, les Articles de la présente Convention dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

2. Le tribunal arbitral est composé de trois membres. La (ou les) Partie(s) requérante(s) et l'autre (ou les autres) Partie(s) au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre qui est le président du tribunal arbitral. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties, ni être au service de l'une d'elles, ni s'être déjà occupé de l'affaire à quelque autre titre que ce soit.

3. Si, dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe procède, à la demande de l'une des parties au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

4. Si, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, l'une des parties au différend ne procède pas à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Dès sa désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans un délai de deux mois. Si elle ne le fait pas dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. Le tribunal arbitral rend sa sentence conformément au droit international et aux dispositions de la présente Convention.

6. Tout tribunal arbitral constitué en application des dispositions de la présente Annexe arrête lui-même sa procédure.

7. Les décisions du tribunal arbitral, tant sur les questions de procédure que sur le fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures appropriées pour établir les faits.

9. Les parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et, en particulier, par tous les moyens à leur disposition :

a) Fournissent au tribunal tous les documents, facilités et renseignements pertinents; et

b) Permettent au tribunal, si cela est nécessaire, de citer et d'entendre des témoins ou des experts.

10. Les parties au différend et les arbitres protègent le secret de tout renseignement qu'ils reçoivent à titre confidentiel pendant la procédure d'arbitrage.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des parties, recommander des mesures conservatoires.

12. Si l'une des parties au différend ne se présente pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut demander au tribunal de poursuivre la procédure et de rendre sa sentence définitive. Le fait pour une partie de ne pas se présenter ou de ne pas faire valoir ses moyens ne fait pas obstacle au déroulement de la procédure.

13. Le tribunal arbitral peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. A moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont supportés à parts égales par les parties au différend. Le tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties au différend.

15. Toute Partie à la présente Convention qui a, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique et qui est susceptible d'être affectée par une décision prise dans l'affaire peut intervenir dans la procédure, avec l'accord du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle il a été constitué, à moins qu'il ne juge nécessaire de prolonger ce délai d'une durée qui ne devrait pas excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est assortie d'un exposé des motifs. Elle est définitive et obligatoire pour toutes les parties au différend. Le tribunal arbitral la communique aux parties au différend et au secrétariat. Ce dernier transmet les informations reçues à toutes les Parties à la présente Convention.

18. Tout différend entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des parties au tribunal arbitral qui a rendu ladite sentence ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même manière que le premier.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SUGLI EFFETTI TRANSFRONTALIERI DEGLI INCIDENTI INDUSTRIALI

PREAMBOLO

Le Parti alla presente Convenzione,

Consapevoli della particolare importanza, nell'interesse delle generazioni presenti e future, di proteggere gli esseri umani e l'ambiente dagli effetti degli incidenti industriali,

Riconoscendo l'importanza e l'urgenza di prevenire gli effetti nocivi gravi degli incidenti industriali sugli esseri umani e l'ambiente, e di promuovere ogni provvedimento tale da incoraggiare l'attuazione razionale, economica ed efficace di misure di prevenzione, di preparazione e di lotta in modo da consentire uno sviluppo economico razionale dal punto di vista economico , nonché durevole,

In considerazione del fatto che gli effetti degli incidenti industriali possono farsi sentire attraverso le frontiere e che richiedono una cooperazione tra gli Stati,

Affermando la necessità di promuovere un'attiva cooperazione internazionale tra gli Stati interessati prima durante e dopo un incidente, di intensificare le politiche appropriate, di rafforzare e coordinare l'azione a tutti i livelli appropriati al fine di promuovere la prevenzione, la preparazione e la lotta agli effetti transfrontalieri degli incidenti industriali,

Notando l'importanza e l'utilità di intese bilaterali e multilaterali per la prevenzione, la preparazione e la lotta contro gli effetti degli incidenti industriali,

Consapevoli del ruolo svolto al riguardo dalla Commissione Economica delle Nazioni Unite per l'Europa (ECE) e richiamando, inter alia, il Codice di condotta della CEE sulla condotta da tenere in caso di inquinamento accidentale causato delle acque interne transfrontaliere e la Convenzione sulla valutazione dell'impatto ambientale in un contesto transfrontaliero,

In considerazione delle disposizioni pertinenti dell'Atto Finale della Conferenza sulla sicurezza e la cooperazione in Europa (CSCE), del Documento conclusivo della Riunione di Vienna dei rappresentanti degli Stati partecipanti alla CSCE, e dei risultati della Riunione di Sofia sulla Protezione dell'ambiente della CSCE, nonché delle attività e dei meccanismi pertinenti del Programma delle Nazioni Unite per l'Ambiente (UNEP), in

particolare il programma APELL, dell'Organizzazione internazionale del Lavoro (OIL) in particolare la Raccolta di direttive pratiche per la prevenzione dei gravi incidenti industriali e di altre organizzazioni internazionali competenti,

Considerando le disposizioni pertinenti della dichiarazione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente dell'uomo ed in particolare il principio, 21 secondo il quale gli Stati hanno, in conformità con la Carta delle Nazioni Unite ed i principi del diritto internazionale, il diritto sovrano di sfruttare le proprie risorse secondo le loro politiche ambientali sono responsabili di assicurare che le attività entro la loro giurisdizione o il loro controllo non causino danni all'ambiente di altri Stati o di zone oltre i limiti della giurisdizione nazionale,

Tenendo conto del principio di "chi inquina paga" come principio generale del diritto internazioanle dell'ambiente,

Sottolineando i principi del diritto e della prassi internazionale, in particolare i principi di buon vicinato, di reciprocità, di non-discriminazione e di buona fede,

Hanno stabilito di comune accordo quanto segue:

Articolo 1.

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione,

(a) L'espressione "incidente industriale" significa un avvenimento risultante da uno sviluppo incontrollato nel corso di qualsiasi attività implicante sostanze a rischio sia:

(i) in una impianto, ad esempio durante la fabbricazione, l'uso, l'immagazzinamento, la gestione o la rimozione;

(ii) Durante il trasporto, nella misura in cui ciò é previsto dal paragrafo 2(d) dell'Articolo 2;

(b) L'espressione "attività a rischio" significa ogni attività in cui una o più sostanze a rischio sono presenti o possono essere presenti in quantità o in eccedenza dei quantitativi-limite elencati all'Annesso I al presente documento, attività suscettibile di causare effetti transfrontalieri;

(c) L'espressione "effetti" significa ogni conseguenza negativa diretta o indiretta, immediata o

differita causata da un incidente industriale a danno di, inter alia:

(i) gli esseri umani, la flora e la fauna;
(ii) il terreno, l'acqua, l'aria ed il paesaggio;
(iii) l'interazione tra i fattori di cui ad (i) e (ii);
(iv) i beni materiali ed il patrimonio culturale, compresi i monumenti storici;

(d) L'espressione "effetti transfrontalieri" significa i gravi effetti nell'ambito della giurisdizione di una Parte come risultato di un incidente industriale sopravvenuto nell'ambito della giurisdizione di un'altra Parte;

(e) Il termine "operatore" significa ogni persona fisica o giuridica, comprese le Autorità pubbliche incaricate di un'attività come ad esempio la supervisione, che hanno in programma di esercitare o stanno esercitando un'attività;

(f) Il termine "Parte" significa, a meno che il testo non indichi diversamente, una Parte contraente alla presente Convenzione ;

(g) Il termine "Parte di origine" significa ogni Parte o Parti sotto la cui giurisdizione avviene, o può avvenire un incidente industriale;

(h) l'espressione "Parte colpita" significa ogni Parte o Parti colpite o suscettibili di essere colpite dagli effetti transfrontalieri di un incidente industriale;

(i) L'espressione "Parti interessate" significa ogni Parte di origine ed ogni Parte colpita;

(j) Il termine "Pubblico" significa una o più persone fisiche o giuridiche.

Articolo 2

Portata

1. La presente Convenzione si applica alla prevenzione, alla preparazione ed alla lotta contro gli incidenti industriali suscettibili di causare effetti transfrontalieri, compresi gli effetti di tali incidenti causati da disastri naturali, nonché alla cooperazione internazionale concernente l'assistenza reciproca, la ricerca e lo sviluppo, lo scambio di informazioni e lo scambio di tecnologia nella zona di prevenzione, di preparazione e di lotta contro gli incidenti industriali.

2. La presente Convenzione non si applicherà:

(a) agli incidenti nucleari o ai casi di emergenza radiologici;

(b) ad incidenti nelle installazioni militari;

(c) a guasti nelle dighe, ad eccezione degli effetti degli incidenti industriali causati da tali guasti,

(d) ad incidenti di trasporto basati a terra, salvo:

(i) i provvedimenti di emergenza contro tali incidenti;

(ii) il trasporto sul luogo dell'attività a rischio

(e) a fuoruscite incidentali di organismi geneticamente modificati;

(f) ad incidenti causati da attività nell'ambiente marino, compresa l'esplorazione o lo sfruttamento del fondale marino;

(g) riversamenti in mare di petrolio o di altre sostanze nocive.

Articolo 3

Disposizioni generali

1. Le Parti, in considerazione degli sforzi già intrapresi a livello nazionale ed internazionale, adotteranno appropriati provvediemnti e coopereranno nell'ambito della presente Convenzione, per proteggere gli essere umnai e l'ambiente da incidenti industriali, prevenendo in tutta la misura del possibile tali incidenti, riducendo la loro frequenza e gravità ed attenuando i loro effetti. A tal fine, saranno applicate misure di prevenzione, di preparazione e di lotta, comprese le misure di ripristino.

2. Per mezzo di scambi di informazione, di consultazione e di altre misure cooperative, le Parti, senza indebito ritardo,elaboreranno ed attueranno politiche e strategie per ridurre i rischi degli incidenti industriali e migliorare le misure di prevenzione, di preparazione e di lotta, comprese le misure di ripristino, tenendo conto, al fine di evitare una sovrapposizione degli sforzi, di quanto già effettuato a livello nazionale ed internazionale.

3. Le Parti disporranno l'obbligo, per l'operatore, di adottare tutti i provvedimenti necessari per lo svolgimento in sicurezza dell'attività a rischio e per la prevenzione di incidenti industriali.

4. In vista di attuare le disposizioni della presente Convenzione, le Parti adotteranno appropriate misure legislative, regolamentari, amministrative e finanziarie per la prevenzione la preparazione e la lotta agli incidenti industriali.

5. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicheranno qualsiasi obbligo delle Parti in base al diritto internazionale per quanto riguarda gli incidenti industriali e le attività a rischio.

Articolo 4

Individuazione, consultazione e pareri

1. Al fine di intraprendere misure preventive e di predisporre misure di preparazione, la Parte di origine adotterà misure , come opportuno, per individuare attività a rischio nell'ambito della sua giurisdizione ed accertare che le Parti colpite siano notificate riguardo ad ogni attività proposta o esistente.

2. Le Parti interessate, a richiesta di una qualsiasi Parte tra di loro, intavoleranno dibattiti sulla individuazione delle attività a rischio che sono ragionevolmente suscettibili di causare effetti transfrontalieri. Se le Parti interessate non raggiungono un accordo sul fatto di sapere se un' attività è a rischio o meno, ciascuna di esse può, a meno le Parti interessate non si accordino su un altro metodo per risolvere la questione, sottoporre tale questione ad una Commissione d'inchiesta in conformità con le disposizioni dell'Annesso II per un parere.

3. Le Parti, per quanto riguarda le attività proposte o esistenti, applicheranno le procedure stabilite nell'Annesso III al presente documento.

4. Quando un'attività a rischio é soggetta ad una valutazione dell'impatto ambientale in conformità con la Convenzione sulla valutazione dell'impatto ambientale in un contesto transfrontaliero e che questa valutazione include un esame degli effetti transfrontalieri degli incidenti industriali derivanti da attività a rischio svolte ai sensi della presente Convenzione, la decisione finale adottata ai fini della Convenzione sulla valutazione dell'impatto Ambientale in un contesto transfrontaliero, dovrà essere conforme ai requisiti pertinenti della presente Convenzione.

Articolo 5

Estensione della portata della Convenzione

Le Parti interessate , su iniziativa di una di loro, dovranno intavolare un dibattito su come trattare un'attività non prevista dall'Annesso I come attività a rischio. Dietro reciproco accordo, esse possono avvalersi un un meccanismo consultivo di loro scelta, o di una commissione d'inchiesta in conformità con l'Annesso II, che fornisca loro consulenza. Qualora le Parti interessate decidano in tal modo, la presente Convenzione od ogni sua parte, si applicherà all'attività in questione come se fosse un'attività a rischio.

Articolo 6

Prevenzione

1. Le Parti adotteranno misure appropriate per la prevenzione degli incidenti industriali, compresi i provvedimenti per indurre un'azione da parte degli operatori in vista di ridurre il rischio di incidenti industriali. Tali misure possono includere, senza che ciò sia limitativo, quelli di cui all'Annesso IV al presente documento.

2. Per quanto riguarda ogni attività a rischio, la Parte di origine chiederà all'operatore di dimostrare il funzionamento in sicurezza dell'attività a rischio fornendo informazioni come i dettagli di base del processo, comprese, ma senza che ciò sia limitativo, un'analisi ed una valutazione come dettagliata nell'Annesso V del presente documento.

Articolo 7

Adozione di decisioni per quanto riguarda le localizzazione

Nell'ambito del suo ordinamento , la Parte di origine, in vista di minimizzare il rischio per la popolazione e l'ambiente di tutte le Parti colpite, farà in modo di elaborare politiche vertenti sulla localizzazione di nuove attività a rischio e e su modifiche significative ad attività a rischio esistenti.

Mell'ambito dei loro ordinamenti, le Parti colpite ricercheranno l'istituzione di politiche relative a sviluppi significativi nelle zone che potrebbero essere colpite dagli effetti transfrontalieri di un incidente industriale derivante da un'attività a rischio in maniera da minimizzare i rischi implicati. Nell'elaborare e stabilire queste politiche, le Parti dovrebbero prendere in considerazione le questioni di cui all'Annesso V, paragrafo 1, sotto-paragrafi (1) a (8) e l''Annesso VI del presente documento.

Articolo 8

Preparazione alle emergenze

1. Le parti adotteranno tutti gli appropriati provvedimenti per stabilire e mantenere un'adeguata preparazione alle emergenze per far fronte agli incidenti industriali. Le Parti si accerteranno che siano adottate misure di preparazione per attenuare gli effetti transfrontalieri di tali incidenti, e che gli operatori effettuino operazioni di controllo in loco. Tali provvedimenti potranno includere, senza tuttavia limitarvisi, quelli di cui all'Annesso VII nel presente documento. In particolare, le Parti interessate si informeranno a vicenda dei loro piani di emergenza.

2. La Parte di origine provvederà, per quanto riguarda le attività a rischio, alla preparazione ed all'attuazione dei piani di emergenza in loco, comprese adeguate misure di lotta ed altri provvedimenti per prevenire e minimizzare gli effetti transfrontalieri. La Parte di origine fornirà alle altre Parti interessate, gli elementi in suo possesso per l'elaborazione di piani di emergenza.

3. Ciascuna Parte provvederà, per quanto riguarda le attività a rischio, alla preparazione ed all'attuazione di piani di emergenza fuori del sito, comprese le misure da adottare nell'ambito del suo territorio per prevenire e minimizzare gli effetti transfrontalieri. Nel preparare questi piani, dovrà tenersi conto delle conclusioni dell'analisi e e della valutazione, in particolare le questioni stabilite all'Annesso V, paragrafo 2, sotto-paragrafi (1) a (5). Le Parti interessate faranno ogni sforzo affinché questi piani siano compatibili. Laddove opportuno, piani di emergenza in comune fuori del sito dovranno essere progettati al fine di facilitare l'adozione di adeguati misure di lotta.

4. I piani di emergenza dovranno essere passati in rassegna regolarmente o qualora le circostanze lo richiedano in considerazione dell'esperienza acquisita trattando casi di emergenza sopravvenuti.

Articolo 9

Informazione e divulgazione al pubblico

1. Le Parti provvederanno affinché adeguate informazioni siano fornite al pubblico nelle zone suscettibili di essere colpite da incidenti industriali derivanti da un'attività a rischio. Queste informazioni dovranno essere trasmesse attraverso quei canali che le Parti riterranno appropriate ed includeranno gli elementi contenuti all'Annesso VIII al presente documento e dovranno prendere in considerazione questioni di cui all'Annesso V, paragrafo 2, sotto-paragrafi (1) a (4) e (9).

2. La Parte di origine, in conformità con le disposizioni della presente Convenzione e laddove possibile ed appropriato, fornirà al pubblico,nelle zone suscettibili di essere colpite, la possibilità di partecipare alle procedure pertinenti perché siano rese note opinioni e preoccupazioni riguardo alle misure di prevenzione e di preparazione, e si accerterà che le possibilità offerte al pubblico della Parte colpita siano equivalenti a quelle fornite al pubblico della Parte di origine.

3. In conformità con i loro ordinamenti giuridici e, qualora desiderato, su una base reciproca, le Parti forniranno alle persone fisiche o giuriche colpite,o suscettibili di essere negativamente colpite dagli

effetti transfrontalieri di un incidente industriale nel territorio di una Parte, la possibilità di avere accesso e di essere sentite nelle pertinenti procedure amministrative e giudiziarie, compresa la possiblità di iniziare un'azione legale e di fare appello contro una decisione lesiva dei loro diritti, con un trattamento equivalente a quello riservato alle persone sotto la loro giurisdizione.

Articolo 10

Sistemi di notifica degli incidenti industriali

1. Le Parti, allo scopo di ottenere e di trasmettere notifiche di incidenti industriali contenenti le informazioni richieste per far fronte agli effetti transfrontalieri, provvederanno ad installare ed a far funzionare sistemi compatibili ed efficaci di notifica degli incidenti industriali a livelli appropriati.

2. In caso di sopravvenienza di un incidente industriale o di una sua imminente minaccia, che causa o è suscettibile di causare effetti transfrontalieri, la Parte di origine assicureerà che le parti colpite siano senza indugio, notificate a livelli appropriati mediante i sistemi di notifica degli incidenti industriali. Questa notifica includerà gli elementi contenuti nell'Annesso IX al presente documento.

3. Le parti interessate provvederanno affinché, in caso di incidente industriale o di una sua imminente minaccia, i piani di emergenza predisposti in conformità con l'Articolo 8 siano attivati il prima possibile e nella misura appropriata alle circostanze.

Articolo 11

Lotta

1. Le parti interessate provvederanno affinché, in caso di incidente industriale o di una sua imminente minaccia, siano adottati adeguati provvedimenti di emergenza, il prima possibile ed utilizzando i metodi più efficaci, per contenere e minimizzare gli effetti.

2. In caso di incidente industriale o di una sua imminente minaccia, causante o suscettibile di causare effetti transfrontalieri, le Parti interessate si accerteranno che gli effetti siano valutati - se del caso con azioni in comune, al fine di adottare adeguate misure di lotta. Le Parti interessate faranno ogni sforzo per coordinare le loro misure di risposta.

Articolo 12

Assistenza reciproca

1. Se una Parte necessita di assistenza in caso di un incidente industriale, essa può chiedere assistenza alle altre parti, indicando la portata ed il tipo di assistenza richiesta. Una Parte alla quale é stata indirizzata una richiesta di assistenza, deciderà con prontezza ed informerà la Parte richiedente se é in grado di fornire l'assistenza richiesta ed indicherà la portata ed i termini dell'assistenza che potrebbe fornire.

2. Le Parti interessate coopereranno in vista di agevolare una rapida fornitura dell'assistenza stabilita di comune accordo al paragrafo 1 del presente Articolo, compresi, se del caso i provvedimenti volti a minimizzare le conseguenze e gli effetti dell'incidente industriale ed a fornire un'assistenza generale. Qualora le Parti non abbiano accordi bilaterali o multilaterali che regolamentano le loro intese per la prestazione di un'assistenza reciproca, l'assistenza sarà fornita in conformità con l'Annesso X al presente documento, a meno che le Parti non decidano diversamente.

Articolo 13

Obblighi e Responsabilità

Le Parti sosterranno adeguate iniziative a livello internazionale per elaborare le regole, i criteri e le procedure nel campo della responsabilità.

Articolo 14

Ricerca e sviluppo

Le Parti, come appropriato, inizieranno e coopereranno allo svolgimento di ricerche, ed allo sviluppo di metodi e di tecnologie per la prevenzione, la preparazione e la lotta agli incidenti industriali. A tal fine le Parti incoraggeranno e promuoveranno attivamente la cooperazione scientifica e tecnologica, ivi compresa la ricerca su procedimenti meno a rischio in vista di ridurrre i rischi da incidenti e prevenire e limitare le conseguenze degli incidenti industriali.

Articolo 15

Scambio di informazioni

Le Parti, a livello multilaterale o bilaterale, si scambieranno informazioni ottenibili, compresi gli elementi contenuti all'Annesso XI al presente documento.

Articolo 16

Scambio di tecnologia

1. Le Parti, in compatibilità con le loro leggi, regolamenti e prassi, agevoleranno lo scambio di tecnologia per la prevenzione, la preparazione e la lotta contro gli effetti di incidenti industriali in particolare grazie alla promozione di:

(a) uno scambio di tecnologia disponibile su varie basi finanziarie;

(b) cooperazione e contatti industriali diretti;

(c) scambio di informazioni e di esperienze;

(d) fornitura di assistenza tecnica.

2. Nel promuovere le attività specificate al paragrafo 1, sotto-paragrafi (a) a (d) del presente Articolo, le Parti creeranno condizioni favorevoli agevolando i contatti e la cooperazione tra le organizzazioni e gli individui appropriati nei settori sia pubblici che privati in grado di fornire tecnologia, servizi di progettazione e di ingegneria, equipaggiamento o mezzi finanziari.

Articolo 17

Autorità competenti e punti di contatto.

1. Ciascuna Parte designerà o istituirà una o più autorità competenti ai fini della presente Convenzione.

2. Fatti salvi gli altri accordi a livello bilaterale o multilaterale, ciascuna parte designerà o istituirà un punto di contatto per il sistema di notifiche degli incidenti industriali ai sensi dell'Articolo 10, ed un punto di contatto ai fini dell'assistenza reciproca ai sensi dell'articolo 12. Il punto di contatto designato dovrebbe essere lo stesso nei due casi.

3. Ciascuna Parte, entro tre mesi dalla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione per quella Parte, dovrà informare le altre Parti, tramite il Segretariato di cui all'Articolo 20, riguardo a quale Ente o enti ha designato come punto(i) di contatto e come sua autorità o autorità competenti.

4. Ciascuna Parte, entro un mese dalla data della decisione, informerà le alttre parti attraverso il Segretariato, di ogni cambiamento relativo alla designazione (i) da essa effettuata(e) in base al paragrao 3 del presente Articolo.

5. Ciascuna Parte manterrà il suo punto di contatto ed i suoi sistemi di notifica di incidenti industriali

previsti dall'Articolo 10, in condizioni di operatività in ogni tempo.

6. Ciascuna Parte farà in modo che il suo punto di contatto e le Autorità incaricate di effettuare e ricevere richieste di assistenza e di accettare offerte di assistenza ai sensi dell'art. 12 siano in ogni tempo operative.

Articolo 18

CONFERENZA DELLE PARTI

1. I rappresentanti delle Parti costituiscono la Conferenza delle Parti della presente Convenzione e tengono riunioni su base regolare. La prima riunione della Conferenza delle parti è convocata non oltre un anno dopo la data di entrata in vigore della presente Convenzione. In seguito, la Conferneza delle Parti si riunisce almeno una volta l'anno o su richiesta scritta di ogni Parte, sotto riserva che detta domanda sia appoggiata da almeno un terzo delle Parti nei sei mesi successivi alla sua comunicazione a dette Parti dal Segretariato.

2. La Conferenza delle Parti:

a) segue l'attuazione della presente Convenzione;

b) svolge funzioni consultive volte a rafforzare la capacità delle Parti di prevenire gli effetti transfrontalieri degli incidenti industriali, di prepararvisi e di combatterli e di facilitare la fornitura di assistenza e di consulenze tecniche richieste dalle Pparti confrontate ad incidenti industriali;

c) istituisce, nella misura necessaria, gruppi di lavoro ed altri meccanismi appropriati per esaminare le questioni relative all'attuazione ed allo sviluppo della presente Convenzione ed a tal fine predispone studi appropriati ed altri documenti e sottopone raccomandazioni alla Conferenza delle Parti per considerazione;

d) svolge altre funzioni che possono rivelarsi necessarie in attuazione delle disposizioni della presente Convenzione;

e) nella sua prima riunione, esamina il Regolamento interno per le sue riunioni e lo adotta per consenso.

3. Nell'esercizio delle sue funzioni, la Conferenza delle Parti coopera anche, qualora lo ritenga necessario, con le altre organizzazioni internazionali competenti.

4. Nella sua prima riunione, la Conferenza delle Parti stabilisce un programma di lavoro tenendo conto in particolare degli elementi di cui all'Annesso XII. Inoltre la Conferenza delle parti decide sul metodo di lavoro ed in particolare si pronuncia sull'opportunità di fare appello ai centri nazionali e di cooperare con le organizzazioni internazionali competenti, di instaurare un sistema in vista di facilitare l'attuazione della presente Convenzione in particolare ai fini dell'assistenza reciproca in caso di incidente industriale e di appoggiarsi alle attività svolte in questo settore nell'ambito delle organizzazioni internazionali competenti. Nel quadro del suo programma di lavoro, la Conferenza delle parti passa in rassegna i centri nazionali, regionali ed internazionali esistenti nonché gli altri organi e programmi incaricati di coordinare le informazioni e gli sforzi relativi alla prevenzione degli incidenti industriali nonchè le misure da adottare per la preparazione e la lotta allo scopo di determinare gli istituti o centri internazionali supplementari che possono essere necessari per svolgere i compiti di cui all'Annesso XII.

5. Nella sua prima riunione, la Conferenza delle parti inizia l'esame delle procedure volte a creare condizioni più favorevoli allo scambio di tecnologie per la prevenzione, la preparazione e la lotta contro gli effetti degli incidenti industriali.

6. La Conferenza delle Parti adotta direttive e criteri per agevolare l'individuazione di attività pericolose ai sensi della presente Convenzione.

Articolo 19

Diritto di voto

1. Sotto riserva delle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo, le Parti alla presente Convenzione hanno ciascuna un voto.

2. Le Organizzazioni d'integrazione economica regionale definite all'Articolo 27 , nei settori di loro competenza, dispongono, per esercitare il loro diritto di voto, di un numero di voti pari al numero dei loro Stati membri che sono Parti alla presente Convenzione. Queste organizzazioni non esercitano il loro diritto di voto se gli Stati membri esercitano il loro, e viceversa.

Articolo 20

SEGRETARIATO

Il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa esercita le seguenti funzioni di segretariato:

a) convoca e prepara le riunioni delle Parti;

b) trasmette alle Parti i rapporti èd altre informazioni ricevute in applicazione delle disposizioni della presente Convenzione;

c) adempie ad ogni altra funzione che può essergli assegnata dalle Parti.

Articolo 21

SOLUZIONE DELLE CONTROVERSIE

1. Qualora una controversia sorga tra due o più Parti riguardo all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, questi Parti ricercheranno una soluzione per via negoziale o con ogni altro metodo di soluzione delle controversie che ritengono accettabile.

2. Nel firmare, ratificare, accettare ed approvare la presente Convenzione, o aderirvi, o in ogni altro momento successivo,una Parte può notificare per iscritto al Depositario che, per le controversie che non sono state risolte secondo il paragrafo 1 del presente articolo, essa accetta di considerare come obbligatorio(i), nelle sue relazioni con ogni Parte che accetta lo stesso obbligo, uno o entrambe i mezzi di regolamento delle controversie di cui in appresso:

a) Presentazione della controversia alla Corte internazionale di Giustizia;

b) arbitrato, secondo la procedura esposta all'Annesso XIII della presente Convenzione.

3. Qualora le Parti alla controversia abbiano accettato entrambi i mezzi di soluzione delle controversie di cui al paragrafo 2 del presente articolo, la controversia potrà essere presentata solo alla Corte internazionale di Giustizia a meno che le Parti non convengano diversamente.

Articolo 22

Limitazioni relative alla comunicazione di informazioni

1. Le norme della presente Convenzione non pregiudicano i diritti o gli obblighi delle parti di tutelare secondo le leggi, i regolamenti, le disposizioni amministrative o le prassi legali accettate o in vigore a livello nazionale, e secondo i regolamenti internazionali applicabili, le informazioni relative ai dati personali, al segreto, industriale e commerciale, compresa la proprietà intellettuale o la sicurezza nazionale.

2. Tuttavia, qualora una Parte decida di fornire informazioni in tal modo tutelate ad un'altra Parte, la Parte che riceve tali informazioni tutelate rispetta il loro carattere riservato e le condizioni legate alla loro comunicazione e utilizza tali informazioni per il solo fine per il quale sono state fornite.

Articolo 23

Attuazione

Le Parti rendono conto periodicamente dell'attuazione della presente Convenzione.

Articolo 24

Accordi bilaterali e multilaterali

1. Le Parti, per adempiere agli obblighi che incombono loro in virtù della presente Convenzione, devono continuare ad applicare gli accordi bilaterali o multilaterali o altri accordi in vigore o stipularne di nuovi.

2. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano il diritto delle Parti di adottare ai sensi di un accordo bilaterale o multilaterale. se del caso, misure più rigorose di quelle richieste dalla presente Convenzione.

Articolo 25

Statuto degli Annessi

Gli annessi alla presente Convenzione sono parte integrante della Convenzione.

Articolo 26

EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE

1. Ogni Parte può proporre emendamenti alla presente Convenzione.

2. Il testo di ogni proposta di emendamento alla presente Convenzione viene sottoposto per iscritto al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa che lo comunica a tutte le Parti. La Conferenza delle Parti esamina le proposte di emendamento nella sua successiva riunione annuale, a ocndizione che il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa abbia trasmesso le proposte di emendamento alle Parti almeno novanta giorni prima.

3. Per gli emendamenti alla presente Convenzione - ad eccezione degli emendamenti all'Annesso I, per i quali la procedura é illustrata al paragrafo 4 del presente Articolo:

(a) Gli emendamenti sono adottati per consenso delle Parti presenti alla riunione e sono sottoposti dal Depositario a tutte le Parti per ratifica, accettazione o approvazione;

(b) Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione degli emendamenti sono depositati presso il Depositario. Gli emendamenti adottati secondo il presente Articolo entrano in vigore nei confronti delle Parti che li hanno accettati il novantesimo giorno successivo alla data di ricezione da parte del Depositario del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;

(c) Successivamente, gli emendamenti entrano in vigore nei confronti di ogni altra Parte il novantesimo giorno successivo al deposito di detta parte del suo strumento di rtifica, di accettazione o di approvazione degli emendamenti.

4. Per gli emendamenti all'Annesso I :

(a) le Parti non lesinano alcun sforzo per giungere ad un accordo mediante consenso. Qualora tutti gli sforzi in tal senso si siano dimostrati vani e e non si sia addiventi ad un accordo, gli emendamenti saranno adottati, in ultima istanza, mediante un voto a maggioranza di nove decimi delle parti presenti alla riunione e votanti. Gli emendamenti, se sono adottati dalla Conferenza delle Parti, sono comunicati alle Parti con una raccomandazione di approvazione;

b) allo scadere di un termine di dodici mesi a decorrere dalla data della loro comunicazione da parte del Segretario esecutivo della Commissione eocnomica per l'Europa, gli emendamenti all'Annesso I entrano in vigore per le Parti alla presente Convenzione che non hanno sottoposto una notifica secondo le disposizioni del paragrafo 4c`del presente Articolo, a patto che sedici Parti almeno non abbiano presentato questa notifica.

c) Ogni Parte che non può approvare un emendamneto all'Annesso I della presente Convenzione lo notifica al Segretario esecutivo dlela Commissione economica per l'Europa per iscritto entro un termine di dodici mesi, a decorrere dalla data di comunicazione dell'adozione. Il Segretario esecutivo informa senza ritardo tutte le Parti del ricevimento di tale notifica. Una Parte può in ogni tempo sostituire un'accettazione alla sua precedente notifica : in tal caso l'emendamento all'Annesso I entra in vigore nei confronti di tale Parte.

d) Ai fini del presente paragrafo, l'espressione "Parti presenti e votanti" designa le Parti presenti che hano emesso un voto affermativo o negativo.

Articolo 27

Firma

La presente Convenzione é aperta a Helsinki dal 17 marzo 1992 al 18 marzo 1992 compreso,e successivamente presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York, fino al 18 settembre 1992, alla firma degli Stati membri della Commissione economica per l'Europa, nonché degli Stati dotati di statuto consultivo presso la Commissione economica per l'Europa in virtù del paragrafo 8 della Risoluzione 36 (IV) del Consiglio economico e sociale del 28 marzo 1947, e delle organizzazioni d'integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani,membri della Commissione economica per l'Europa i quali Stati sovrani hanno demandato a dette organizzazioni competenza per le materie trattate dalla presente Convenzione, compresa la competenza a concludere trattati in tali materie.

Articolo 28

DEPOSITARIO

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite esercita le funzioni di depositario della presente Convenzione.

Articolo 29

RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE ED ADESIONE

1. La presente Convenzione é soggetta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione degli Stati e delle organizzazioni d'integrazione economica regionale firmatarie di cui all'Articolo 27.

2. La presente Convenzione é aperta all'adesione degli Stati e delle organizzazioni di cui all'articolo 27.

3. Ogni Organizzazione di cui all'articolo 27 che diviene Parte alla presente Convenzione senza che nessuno degli Stati membri di detta Convenzione ne sia Parte, é vincolata da tutti gli obblighi che derivano dalla Convenzione. Quando uno o più Stati membri di tale Organizzazione sono parti alla presente Convenzione, tale Organizzazione ed i suoi Stati membri stabiliscono di comune accordo le loro rispettive responsabilità nella esecuzione degli obblighi contratti in virtù della presente Convenzione. In tal caso,l'Organizzazione e gli Stati membri non sono abilitati ad esercitare congiuntamente i diritti che derivano dalla presente Convenzione.

4. Nei loro strumenti di ratifica,di accettazione, di approvazione o di adesione,le organizzazioni

d'integrazione economica regionale di cui all'articolo 27 indicano la portata della loro competenza nei confronti delle materie che sono oggetto della presente Convenzione. Inoltre queste Organizzazioni informano il Depositario di ogni modifica importante della portata della loro competenza.

Articolo 30

ENTRATA IN VIGORE

1. La presente Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Ai fini del paragrafo 1 del presente articolo, lo strumento depositato da un' organizzazione d'integrazione economica regionale di cui all'Articolo 27 non é calcolato come addizionale a quelli depositati dagli Stati membri di questa organizzazione.

3. Nei confronti di ciascun Stato o organizzazione di cui all'articolo 23 che ratifica, accetta o approva la presente Convenzione o vi aderisce dopo il deposito del sedicesimo strumento di ratifica, di accettazione di approvazione o di adesione, la Convenzione entra in vigore il novantesimo giorno successivo alla data di deposito, da parte di tale Stato o di tale organizzazione, del proprio strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 31
DENUNCIA

1.In ogni tempo successivamente allo scadere di un termine di tre anni avente inizio a decorrere dalla data in cui la presente Convenzione é entrata in vigore nei confronti di una Parte, detta Parte può denunciare la Convenzione per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Depositario. Questa denuncia ha effetto il novantesimo giorno successivo alla data di ricevimento della notifica da parte del Depositario.

2. Tale denuncia non pregiudica l'applicazione dell'Articolo 4 ad un'attività che é stata oggetto di una notifica in attuazione dell'Articolo 4, paragrafo 1, o di una domanda di dibattito in applicazione dell'articolo 4, paragrafo 2.

Articolo 32
TESTI AUTENTICI

L'originale della presente Convenzione, i cui testi in francese, inglese e russo sono ugualmente autentici, é depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Helsinki, il diciassette marzo millenovecentonovantadue.

ANNESSO I

SOSTANZE PERICOLOSE AI FINI DELLA DEFINIZIONE DELLE ATTIVITA A RISCHIO

I quantitativi indicati in appresso si riferiscono a ciascuna attività o gruppo di attività. Quando una categoria di quantitativi é riportata nella Parte I, il quantitativo limite é costituito dai quantitativi massimi forniti per ciascuna categoria. Cinque anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, é il quantitativo minimo indicato in ciascuna categoria che diverrà il quantitativo limite , salvo emendamento.

Quando una sostanza o preparato designati nominativamente nella Parte II appartengono anche ad una categoria della Parte I, si applica il quantitativo limite indicato nella Parte II.

Per individuare le attività a rischio, le Parti tengono conto della possibilità prevedibile di aggravamento dei rischi connessi, nonché dei quantitativi di sostanze a rischio e della loro prossimità, e del fatto che la responsabilità sia assunta da uno o più operatori.

Parte I. Categorie di sostanze e di preparati che non sono specificamente designati nella Parte II

Categoria	Quantitativo limite (tonnellate)
1. Gas infiammabili 1 a), compreso il GPL	200
2. Liquidi molto infiammabili 1 b)	50 000
3. Sostanze molto tossiche 1 c)	20
4. Sostanze tossiche 1 d)	500-200
5. Sostanze ossidanti 1 e)	500-200
6. Sostanze esplosive 1 f)	200- 50
7. Liquidi infiammabili 1 g)(manipolati a condizioni speciali di pressione e di temperatura)	200
8. Sostanze pericolose per l'ambiente 1 h)	200

Parte II. Sostanze designate nominativamente

Sostanza	Quantitativo limite (tonnellate)
1. Ammoniaca	500
2 a Nitrato di ammonio 2/	2 500
b Nitrato di ammonio sotto forma di fertilizzanti 3/	10 500
3. Acrilonitrile	200
4. Cloro	25
5. Ossido di etilene	50
6. Cianuro d'idrogeno	20
7. Fluoruro d'idrogeno	50
8. Solfuro d'idrogeno	50
9. Biossido di zolfo	250
10.Triossido di zolfo	75
11.Piombo alchili	50
12.Fosgeno	0.75
13.Isocianato di metile	0.15

NOTE

1. Criteri indicativi. In mancanza di altri criteri appropriati, le Parti possono adottare i seguenti criteri per classificare le sostanze o i preparati ai fini della Parte I del presente Annesso.

a) GAS INFIAMMABILI: sostanze che, allo stato gassoso, a pressione normale ed in miscela con l'aria, divengono infiammabili ed il cui punto di ebollizione a pressione normale é pari o inferiore a 20 gradi ;

b) LIQUIDI MOLTO INFIAMMABILI: sostanze lal cui temepratura di ignizione é inferiore a 21 gradi ed il cui punto di ebollizione a pressione normale é superiore a 20 gradi ;

c) SOSTANZE MOLTO TOSSICHE: sostanze le cui proprietà corrispondono
a quelle enunciate alle tabelle 1 o 2 in appresso e che, a causa delle loro proprietà fisiche e chimiche, sono suscettibili di dar luogo a rischi di incidenti industriali.

Tabella 1

DL 50 (ingestione) 1)	DL50 (assorbimento cutaneo) 2)	CL50 3)
mg/kg di massa del corpo	mg/kg di massa del corpo	mg/1 (inalazione)
DL50 ≤ 25	DL50 ≤ 50	CL50 ≤ 0,5

1) DL50 per ingestione nel ratto
2) DL50 per assorbimento cutaneo nel ratto o nel coniglio
3) CL50 per inalazione (quattro ore) nel ratto

Tabella 2

Dose di reazione discriminante
mg/kg di massa del corpo $<$ 5

se la tossicità acuta per ingestione della sostanze negli animali, é stata determinata mediante il metodo delle dosi fisse.

d) SOSTANZE TOSSICHE: sostanze le cui proprietà corrispondono a quelle indicate nelle tabelle 3 o 4 e che, a causa delle loro proprietà fisiche e chimiche sono suscettibili di dar luogo a rischi di incidenti industriali.

Tabella 3

DL 50 (ingestione) 1)	DL50 (assorbimento cutaneo) 2)	CL50 3)
mg/kg di massa del corpo	mg/kg di massa del corpo	mg/l (inalazione)
DL50 $\leq$ 200	DL50 $\leq$ 400	0,5 CL50 $\leq$ 2

1) DL50 per ingestione nel ratto
2) DL50 per assorbimento cutaneo nel ratto o nel coniglio
3) CL50 per inalazione (quattro ore) nel ratto

Tabella 4

Dose di reazione discriminante
mg/kg di massa del corpo = 5

se la tossicità acuta per ingestione della sostanze nell'animale, é stata determinata mediante il metodo delle dosi fisse.

e) SOSTANZE OSSIDANTI: sostanze che, a contatto con determinate sostanze - soprattutto se queste ultime sono infiammabili - danno luogo a reazioni fortemente esotermiche.

f) SOSTANZE ESPLOSIVE: sostanze che sono suscettibili di esplodere per effetto di una fiamma o che sono più sensibili del dinitro-benzene agli urti o a frizione.

g) LIQUIDI INFIAMMABILI: sostanze la cui temperatura di ignizione
é inferiore a 55 gradi e che restano liquidi sotto pressione, al punto che condizioni particolari di trattamento, ad esempio ad alta pressione ed a temperatura elevata, possono comportare rischi di incidenti industriali

h) SOSTANZE PERICOLOSE PER L'AMBIENTE: sostanze che presentano una tossicità acuta per l'ambiente acquatico alle concentrazioni indicate alla Tabella 5.

TABELLA 5

CL50 1)	CE50 2)	CI50 3)
mg/l	mg/l	mg/l
CL50 ≤ 10	CE50 ≤ 10	CI50 ≤ 10

1) CL50 nel pesce (96 ore)
2) CE50 nella dafnie (48 ore)
3) CI50 nelle alghe (72 ore)

quando la sostanza non é agevolmente degradabile o quando log Poe > 3,0 (a meno che il FBC determinato sperimentalmente non sia pari o inferiore a 100).

i) DL = dose letale
j) CL = concentrazione letale
k) CE = concentrazione effettiva
l) CI = concentrazione inibente
m)Poe = coefficiente di ripartizione ottanolo/acqua
n)FBC = fattore di bioconcentrazione

2. Quanto sopra si applica al nitrato di ammonio ed alle miscele di nitrato di ammonio, quando il tenore in azoto corrispondente al nitrato di ammonio é superiore a 28% in massa, ed alle soluzioni acquose di nitrato di ammonio, quando la concentrazione di nitrato di ammonio è superiore al 90% in massa.

3. Quanto sopra si applica ai fertilizzanti al nitrato di ammonio, semplici o composti, quanto il tenore in azoto corrispondente al nitrato di ammonio é superiore al 28% in massa (un fertilizzante composto al nitrato di ammonio contiene anche del fosfato e/o del potassio).

4. Le miscele ed i preparati contenenti tali sostanze saranno trattati allo stesso modo delle sostanze pure a meno che esse non dimostrino più proprietà equivalenti e non siano suscettibili di avere effetti transfrontalieri.

ANNESSO II

PROCEDURA DELLA COMMISSIONE D'INCHIESTA IN ATTUAZIONE DEGLI ARTICOLI 4 E 5

1. La (o le) Parte(i) richiedente(i) notifica(no) il Segretariato che essa(e) sottopone(sottopongono) una (o dlle) questione(i) ad una Commissione d'inchiesta istituita secondo le norme del presente Annesso. Tale notifica enuncia l'oggetto dell'inchiesta. Il Segretariato informa immediatamente tutte le parti alla Convenzione di tale richiesta d'inchiesta.

2 La Commissione d'inchiesta è composta da tre membri. Sia la parte richiedente che l'altra parte alla procedura d'inchiesta nominano un esperto scientifico e tecnico ed i due esperti in tal modo nominati designano di comune accordo un terzo esperto che é il Presidente della Commissione d'inchiesta. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle parti alla procedura d'inchiesta nè avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti, nè essere a servizio di una tra di loro, o essersi già occupato del caso in questione a qualsiasi altro titolo.

3. Se , entro i due mesi successivi alla nomina del secondo esperto, non é stato designato il Presidente della Commissione d'inchiesta, il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa procede, a richiesta di una delle Parti, alla sua nomina, entro un ulteriore termine di due mesi.

4. Se ,entro il termine di un mese a decorrere dal ricevimento della notifica indirizzata dal Segretariato, una delle Parti alla procedura d'inchiesta non nomina un esperto, l'altra parte può informarne il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa, che procederà alla nomina del Presidente della Commissione d'inchiesta entro un ulteriore termine di due mesi. Non appena sia stato nominato, il Presidente della Commissione d'inchiesta chiede alla Parte che non ha nominato un esperto, di procedere alla designazione entro un mese. Qualora essa non proceda entro questo termine, il presidente ne informa il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa che procede a tale nomina entro un nuovo termine di due mesi.

5. La Commissione d'inchiesta stabilisce il proprio regolamento interno.

6. La Commissione d'inchiesta può adottare ogni misura appropriata per esercitare le sue funzioni.

7.Le parti alla procedura d'inchiesta facilitano il compito della Commissione d'inchiesta e soprattutto, con ogni mezzo a loro disposizione:

a) Forniscono alla Commissione d'inchiesta tutti i documenti, le agevolazioni e le informazioni pertinenti;

b) consentono alla Commissione d'inchiesta, se del caso, di citare e di sentire testimoni o esperti.

8. Le Parti e gli esperti tutelano il segreto di ogni informazione da essi ricevuta a titolo riservato durante i lavori della Commissione d'inchiesta.

9. Se una delle Parti alla procedura d'inchiesta non si presenta dinnanzi alla Commissione d'inchiesta o si astiene dall'esporre il proprio caso, l'altra Parte può chiedere alla Commissione d'inchiesta di proseguire la

procedura e di completare i suoi lavori. Il fatto che una Parte non si presenti dinnanzi alla Commissione o non esponga il proprio caso,non costituisce ostacolo al proseguimento o al completamento dei lavori della Commissione d'inchiesta.

10. A meno che la Commissione d'inchiesta non decida diversamente in ragione di circostanze particolari del caso, le spese di tale Commissione, compresa la retribuzione dei suoi membri, sono sostenute a parti uguali dalle Parti alla procedura d'inchiesta. La Commissione d'inchiesta conserva un rendiconto di tutte le sue spese e ne fornisce un estratto finale alle Parti.

11. Ogni Parte che ha un interesse effettivo riguardo all'oggetto della procedura d'inchiesta, e che è suscettibile di essere lesa da un'opinione pronunciata in merito, può intervenire nella procedura con l'accordo della Commissione d'inchiesta.

12. Le decisioni della Commissione d'inchiesta sulle questioni di procedura devono essere adottate a maggioranza dei membri. Il parere definitivo della Commissione d'inchiesta riflette il parere della maggioranza dei suoi membri ed é accompagnato se del caso da ogni opinione dissidenti.

13. La Commissione d'inchiesta pronuncia la sua opinione definitiva entro i due mesi successivi alla data in cui é stata costituita, a meno che non ritenga necessario di prorogare questo termine per una durata che non dovrebbe superare due mesi.

13. L'opinione definitiva della Commissione d'inchiesta é fondata su princìpi scientifici accettati. La Commissione d'inchiesta comunica la sua opinione definitiva alle Parti alla procedura d'inchiesta ed al Segretariato.

ANNESSO III
PROCEDURE DA SEGUIRE IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 4

1. La Parte di origine può domandare di consultare un'altra Parte in conformità con i paragrafi 2 e 3 del presente Annesso, al fine di determinare se essa è una Parte colpita.

2. Se un'Attività proposta o esistente é a rischio, la Parte di origine, in vista di procedere a consultazioni appropriate ed efficaci, lo notifica ai livelli appropriati ad ogni Parte suscettibile, a suo parere, di essere colpita, il prima possibile e non oltre il momento in cui informa il suo pubblico riguardo a tale attività proposta o esistente. In caso di attività a rischio esistenti, tale notifica è data non oltre i due anni successivi all'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti della Parte di origine.

3. La notifica contiene in particolare:

a) Informazioni sull'attività a rischio , ivi compresa ogni informazione o rapporto disponibile, ad esempio le informazioni fornite in attuazione dell'Articolo 6, sugli effetti transfrontalieri che potrebbe avere in caso di incidente industriale;

b) l'indicazione di un termine ragionevole per la comunicazione di una risposta a titolo del paragrafo 4 del presente Annesso, in considerazione della natura dell'attività;

Possono essere incluse in detta notifica, le informazioni manzionate al paragrafo 6 del presente Annesso.

4. Le parti che hanno ricevuto la notifica rispondono alla Parte di origine entro il termine specificato nella notifica accusando ricevuta di quest'ultima ed indicando se esse hanno intenzione di iniziare delle consultazioni.

5. Se una Parte che ha ricevuto la notifica, fa sapere che non é intenzionata ad iniziare delle consultazioni, oppure se essa non risponde entro il termine specificato nella notifica, non vengono applicate le norme contenute nei seguenti paragrafi del presente Annesso. In tal caso, non é pregiudicato il diritto della parte di origine di determinare se essa debba procedere ad una valutazione e ad un'analisi in base alla sua legislazione e prassi nazionale.

6. Se una Parte da essa notificata le comunica il suo desiderio di iniziare delle consultazioni, la Parte d'origine fornisce a detta Parte, qualora non lo abbia ancora fatto:

a) Informazioni pertinenti relative al programma per lo svolgimento dell'analisi, con una indicazione dei tempi per la comunicazione di osservazioni;

b) informazioni pertinenti sull'attività a rischio e sugli effetti transfrontàlieri che potrebbe avere in caso di incidente industriale;

c) la possibilità di partecipare alla valutazione delle informazioni o di ogni rapporto che provi la possibilità di eventuali effetti transfrontalieri.

7. La Parte colpita fornisce alla Parte di origine, su richiesta di quest'ultima, le informazioni che possono ragionevolmente essere ottenute concernenti la zona sotto la sua giurisdizione suscettibile di essere colpita, qualora tali informazioni siano necessarie per procedere alla predisposizione della valutazione e dell'analisi ed adottare provvedimenti. Le informazioni saranno fornite rapidamente e, come appropriato, attraverso un organo comune qualora esista.

8. La Parte di origine fornisce alla Parte colpita, direttamente, se del caso, o tramite un organo comune, qualora esista, i documenti relativi all'analisi ed alla valutazione descritti all'Annesso V, paragrafi 1 e 2.

9. Le Parti interessate informano il pubblico nelle zone che, sono ragionevolmente suscettibili di essere colpite dall'attività a rischio ed adottano provvedimenti affinché i documenti relativi all'analisi ed alla valutazione siano distribuiti al pubblico ed alle autorità nelle zone pertinenti. Le parti offrono loro la possiblità di formulare osservazioni o obiezioni riguardo all'attività a rischio e fanno in modo che le loro opinioni siano trasmesse all'autorità competente della Parte di origine, sia direttamente, sia, se del caso, tramite la Parte d'origine, in tempi ragionevoli.

10. Quando i documenti relativi all'analisi ed alla valutazione sono pronti, la Parte d'origine inizia, senza indebito ritardo, consultazioni con la Parte colpita riguardo in particolare agli effetti transfrontalieri dell'attività a rischio in caso di incidente industriale ed alle msiure atte a limitare tali effetti o ad eliminarli. Le consultazioni possono vertere:

a) su eventuali soluzionialternative all'attivit a rischio, compresa l'opzione "zero" e su provvedimenti che potrebbero essere adottati per attenuare gli effetti transfrontalieri a spese della Parte di origine;

b) su altre forme praticabili di assistenza reciproca per ridurre ogni effetto transfrontaliero;

c) su ogni altra questione pertinente.

Le Parti interessate convengono, all'inizio di tali consultazioni, di un termine ragionevole per la durata

del periodo di consultazioni. Tali consultazioni potranno essere svolte mediante un organo comune appropriato, qualora ne esista uno.

11. Le Parti interessate vigilano affinché si tenga debitamente conto dell'analisi e della valutazione nonchè delle osservazioni ricevute in attuazione del paragrafo 9 del presente Annesso e dei risultati delle consultazioni menzionate al paragrafo 10 del presente Annesso.

12. La Parte di origine notifica alle Parti colpite ogni decisione adottata in merito all'attività nonché i motivi e le considerazioni sulle quali essa si fonda.

13. Qualora giungano a conoscenza di una Parte interessata, informazioni supplementari pertinenti riguardo agli effetti transfrontalieri di un'attività a rischio , che non erano disponibili nel momento in cui tale attività é stata oggetto di consultazioni, detta Parte interessata ne informa immediatamente l'altra (o le altre) Parte(i) interessata(e). Qualora una delle Parti interessate lo richieda, si terranno nuove consultazioni.

ANNESSO IV

MISURE PREVENTIVE DA ADOTTARE IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 6

Le misure in appresso possono essere attuate secondo la legislazione e le prassi nazionali, dalle Parti, dalle autorità competenti o dagli operatori o nel quadro di sforzi concertati:

1. istituzione di obiettivi generali o specifici in materia di sicurezza;

2. adozione di norme legislative o di direttive relative alle misure di sicurezza ed alle norme di sicurezza;

3. individuazione di attività a rischio che esigono l'attuazione di particolari misure preventive, compreso se del caso un sistema di licenze o di autorizzazioni;

4. valutazione delle analisi di rischio o degli studi di sicurezza relativi alle attività a rischio nonché di un pinao d'azione in vista dell'attuazione delle misure necessarie;

5. fornire alle Autorità competenti le informazioni necessarie per valutare i rischi;

6. applicare la tecnologia più appropriata, al fine di prevenire gli incidenti industriali e proteggere gli essere umani e l'ambiente;

7. impartire, a tutte le persone che partecipano ad attività a rischio **in situ**, sia in situazioni normali che in situazioni anomale, una formazione ed un addestramento appropriato al fine di prevenire gli incidenti industriali;

8. istituire strutture e prassi di gestione interna che consentano l'attuazione ed il mantenimento effettivi dei regolamenti di sicurezza;

9. sorvegliare le attività a rischio ed effettuare verifiche ed ispezioni.

ANNESSO V

ANALISI E VALUTAZIONE

1. L'analisi e la valutazione dell'attività a rischio dovranno essere effettuate con una portata ed un approfondimento variabili a seconda delo scopo per il quale sono effettuate.

2. La tabella seguente illustra gli elementi da prendere in considerazione nell'analisi e nella valutazione, ai fini previsti nei relativi Articoli ed enumerati in appresso:

Oggetto dell'analisi	Elementi da prendere in considerazione
Preparazione alle situazioni di emergenza in attuazione dell'Articolo 8	1) Quantità e proprietà delle sostanze a rischio presenti in situ; 2) Brevi scenari descrittivi di un campione rappresentativo di incidenti industriali suscettibili di essere provocati dall'attività a rischio con l'indicazione delle probabilità di ciascuno; 3) per ogni scenario: a) La quantità approssimativa di sostanza fuoruscita; b) la portata e la gravità delle conseguenze derivanti sia sulle persone che sull'ambiente, in condizioni favorevoli e sfavorevoli, compresa l'estensione delle zone a rischio risultanti; c) I tempi entro i quali l'evento iniziale potrebbe degenerare in incidente industriale; d) ogni azione che potrebbe essere intrapresa per limitare nella misura del possibile la probabilità di un aggravamento.

4) L'importanza e la ripartizione della popolazione nelle vicinanze, compresa ogni vasta concentrazione di persone suscettibili di trovarsi nella zona a rischio;

5) L'età, la mobilità e la vulnerabilità di tale popolazione.

Adozione di decisioni sulla scelta del sito in attuazione dello Articolo 7

Oltre agli elementi di cui ai capoversi (1) a (5) di cui sopra:

(6) la gravità del danno inflitto alle persone ed all'ambiente secondo la natura e le circostanze della sostanza fuoruscita;

7) la distanza dal sito dell'attività a rischio alla quale potrebbero ragionevolmente verificarsi effetti nocivi per le persone e l'ambiente in caso di incidente industriale;

8) Le stesse informazioni, tenendo conto non solo della situazione presente ma anche di sviluppi futuri programmati o che si possono ragionevolmente prevedere.

Informazione del pubblico in attuazione dello Articolo 9

Oltre agli elementi di cui ai capoversi 1) a 4) di cui sopra:

9) le persone che possono essere colpite da un incidente industriale

---

Misure preventive
in attuazione dello
Articolo 6

Oltre agli elementi di cui ai capoversi 4) a 9) di cui sopra, saranno necessarie versioni più dettagliate delle descrizioni e delle valutazioni di cui ai capoversi 1) a 3) in vista dell'adozione di misure preventive. Oltre a queste descrizioni e valutazioni, occorrerà prendere in considerazione i seguenti elementi:

10) i quantitativi di materie a rischio manipolate e le condizioni di manipolazione;

11) una lista di scenari dei vari tipi di incidenti industriali aventi effetti gravi, compresi esempi che includono la gamma completa di tutti gli incidenti possibili, dal meno importante al più importante, e la possibilità di effetti prodotti da attività svolte nel vicinato;

12) per ogni scenario, una descrizione deegli eventi che potrebbero essere all'origine di un incidente industriale ed le fasi che potrebbero determinarne l'aggravamento;

13) una valutazione almeno in termini generali del grado di probabilità che ciascuna di queste fasi si verifichi, tenuto conto delle misure previste al capoverso 14);

14) una descrizione delle misure preventive relative sia al materiale che alle procedure, miranti a ridurre le probabilità che ciascuna fase avvenga;

15) una valutazione degli effetti che potrebbero essere causati da un eventuale malfunzionamento rispetto alle normali condizioni operative, nonché i provvedimenti adottati per fermare in sicurezza l'attività a rischio o qualsiasi sua fase in caso di emergenza, nonchè l'esigenza di una formazione del personale per garantire che malfunzionamenti potenzialmente gravi siano individuati in una fase iniziale e che si provveda all'azione appropriata;

16)una valutazione che indichi fino
che punto le modifiche, i lavori
riparazione ed i lavori di manutenzio
relativi all'attività a risch
potrebbero compromettere le misure
controllo e le conseguen
disposizioni da adottare affinc
questo controllo sia mantenuto.

ANNESSO VI

ADOZIONE DI DECISIONI RELATIVA ALLA SCELTA DEL SITO IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 7

Le disposizioni in appresso illustrano gli elementi da prendere in considerazione in attuazione dell'Articolo 7:

1. i risultati dell'analisi e della valutazione del rischio, compresa una valutazione in attuazione dell'Annesso V, delle caratteristiche fisiche della zona in cui si prevede di impiantare l'attività a rischio;

2. i risultati delle consultazioni e del processo di partecipazione del pubblico;

3. un'analisi dell'aumento o della dimunizone del rischio determinato da ogni nuovo elemento sul territorio della Parte colpita in relazione ad un'attività a rischio esistente sul territorio della Parte di origine;

4. la valutazione dei rischi ambientali, compreso ogni effetto transfrontaliero;

5. una valutazione delle nuove attività a rischio che potrebbero essere fonte di rischi;

6. un attento esame della localizzazione dove impiantare attività a rischio nuove e modificare in maniera significativa le attività a rischio esistenti, ad una distanza di sicurezza dagli agglomerati esistenti, nonché della costituzione di una zona di sicurezza introo alle attività a rischio; all'interno di tali zone gli sviluppi suscettibili di aumentare i rischi per la popolazione, o di aumentare in ogni altro modo la gravità del rischio dovrebbero essere esaminati da vicino.

ANNESSO VII

MISURE DI PREPARAZIONE ALLE SITUAZIONI DI EMERGENZA IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 8

1. Tutti i piani di emergenza sia sul sito che all'esterno del sito, dovranno essere coordinati in maniera tale da fornire una risposta globale ed efficace agli incidenti industriali.

2. I piani di emergenza dovrebbero includere le azioni necessarie per localizzare le emergenze e prevenire o ridurre al minimo i loro effetti transfrontalieri. Essi dovrebbero altresi' includere misure per avvisare la popolazione,e, qualora appropriato, misure di evacuazione, altre azioni di protezione o di soccorso e servizi sanitari.

3. I piani di emergenza dovrebbero fornire al personale **in situ**, alle persone che potrebbero essere colpite all'esterno del sito ed alle forze di soccorso, dettagli sulle procedure tecniche ed organizzative appropriate per far fronte nel caso di un incidente industriale suscettibile di avere effetti transfrontalieri, e prevenire e ridurre al minimo gli effetti sulla popolazione, sia sul sito che fuori di esso.

4. I piani di emergenza attuabili sul sito potrebbero includere ad esempio le seguenti misure:

a) indicazione delle competenze e le responsabilità organizzative sul sito in caso di emergenze;

b) descrizione dei passi da intraprendere in caso di incidenti industriali o di minaccia imminente di tali incidenti, al fine di tenere a bada la situazione o l'evento, oppure indicare dove poter reperire tale descrizione;

c) illustrazione del materiale e delle risorse disponibili;

d) indicare i provvedimenti da prendere per allertare rapidamente in caso di incidente industriale, l'autorità pubblica incaricata dei primi soccorsi fuori del sito, nonché il tipo di informazioni da comunicare nella fase di allerta iniziale e le misure da prendere in vista di fornire informazioni più dettagliate non appena saranno divenute disponibili;

e) indicare i provvedimenti previsti per formare il personale alle funzioni che sarà chiamato a svolgere.

5. I piani di emergenza applicabili all'esterno del sito potrebbero ad esempio contenere le seguenti misure:

a) Indicare le competenze e le responsabilità organizzative fuori dal sito in caso di situazione di emergenza, in particolare le modalità d'integrazione con i piani applicabili in situ;

b) indicare i metodi e le procedure da seguire per il personale di soccorso ed il personale medico;

c) indicare i metodi da attuare per determinare rapidamente la zona colpita;

d) indicare le disposizioni da adottare affinchè l'incidente industriale sia prontamente notificato alle Parti colpite o suscettibili di esserlo e affinchè questo collegamento sia poi mantenuto;

e) individuare le risorse necessario per eseguire il piano ed il dispositivo di coordinamento;

f) indicare le disposizioni previste per informare il pubblico, compreso, se del caso, il dispositivo previsto per completare e ri-divulgare le informazioni già comunicate in attuazione dell'Articolo 9;

g) indicare le disposizioni previste in materia di formazione e di esercizi.

6. I piani di emergenza potrebbero includere misure per: la gestione, la raccolta, la pulizia, l'immagazzinaggio, la rimozione e l'eliminazione in sicurezza delle sostanze a rischio e del materiale contaminato, nonché il ripristino.

ANNESSO VIII
ELEMENTI DI INFORMAZIONE DA COMUNICARE AL PUBBLICO IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 9

1. Denominazione della società, indirizzo dove si svolge l'attività a rischio e l'individuazione, in base alla posizione, della persona che comunica l'informazione;

2. Spiegazione, in termini semplici, dell'attività a rischio, compresi i rischi ;

3. Denominazione comune o denominazione generica o classifica generale di pericolo delle sostanze e preparati utilizzati nel quadro dell'attività a rischio e indicazione delle loro principali caratteristiche di pericolo;

4. Informazioni generali tratte da una valutazione dell'impatto ambientale, qualora siano disponibili e pertinenti;

5. Informazioni generali relative alla natura dell'incidente industriale suscettibile di prodursi nel quadro dell'attività a rischio, nonché ai potenziali effetti sulla popolazione e sull'ambiente;

6. Appropriate informazioni sul modo con il quale la popolazione colpita sarà allertata e tenuta informata in caso di incidente industriale;

7. Informazioni appropriate sui provvedimenti che la popolazione colpita dovrebbe prendere e sul comportamento da adottare in caso di incidente industriale;

8. Informazioni appropriate sulle misure adottate nei confronti dell'attività a rischio, compresi i collegamenti con i servizi di soccorso per far fronte agli incidenti industriali, ridurne la gravità ed attenuarne gli effetti;

9. Informazioni generali sul piano di emergenza fuori dal sito, istituito dai servizi di soccorso per lottare contro ogni effetto di un incidente industriale, compresi i suoi effetti transfrontalieri;

10. Informazioni generali in merito alle esigenze ed alle particolari condizioni cui l'attività a rischio deve soddisfare secondo la regolamentazione e/o le disposizioni amministrative nazionali pertinenti, compresi i sistemi di licenza o di autorizzazioni;

11. Indicazioni su dove ottenere ulteriori informazioni pertinenti.

ANNESSO IX

SISTEMI DI NOTIFICA DEGLI INCIDENTI INDUSTRIALI IN ATTUAZIONE DELL'ARTICOLO 10

1. I sistemi di notifica degli incidenti industirali consentono di trasmettere il più rapidamente possibile dati e previsioni secondo codici preliminarmente stabiliti utilizzando sistemi compatibili di trasmissione e di elaborazione dati per dare l'allarme ed intervenire in emergenze, e per adottare misure per ridurre e circoscrivere le conseguenze di effetti transfrontalieri, in considerazione delle diverse esigenze ai vari livelli.

2. Gli elementi da notificare in caso di incidente industriale sono in particolare i seguenti:

a) Il tipo e l'ampiezza dell'incidente industriale,le sostenze a rischio implicate (qualora siano note) e la gravità degli eventuali effetti;

b) l'ora ed il luogo esatto dell'incidente;

c) ogni altra informazione disponibile, necessaria per far fronte efficacemente all'incidente industriale.

3. La notifica di un incidente industriale deve essere completata, ad intervalli appropriati, oppure ogni qualvolta ciò sia richiesto, dalla notifica di altre informazioni pertinenti sull'evoluzione della situazione relativa agli effetti transfrontalieri.

4. Saranno regolarmente effettuati collaudi ed esami per verificare l'efficacità dei sistemi di notifica degli incidenti industriali, compresa la regolare formazione del personale interessato. Se del caso, tali collaudi, esami ed attività di formazione saranno svolti congiuntamente.

ANNESSO X

ASSISTENZA RECIPROCA SECONDO L'ARTICOLO 12

1. La direzione, il controllo , il coordinamento e la supervisione generale dell'assistenza incombono alla Parte che richiede l'assistenza. Il personale che partecipa all'operazione di assistenza, agisce secondo la legislazione pertinente della Parte che richiede l'assistenza. Le autorità competenti di quest'ultima cooperano con l'autorità designata dalla Parte che fornisce l'assistenza in attuazione dell'Articolo 17, per assumere la diretta supervisione operativa del personale e del materiale fornito dalla Parte che fornisce l'assistenza.

2. La Parte che richiede l'assistenza fornisce, nella misura dei suoi mezzi,strutture e servizi locali per la buona e corretta amministrazione dell'assistenza e garantisce la protezione del personale, dell'equipaggiamento e del materiale trasportati sul suo territorio a tal fine dalla Parte che fornisce l'assistenza o per conto di essa.

3. Salvo diverso accordo tra le Parti interessate, l'assistenza é fornita a spese della Parte che richiede l'assistenza. La Parte che fornisce l'assistenza può in ogni tempo rinunciare in tutto o in parte al rimborso delle sue spese.

4. La Parte che richiede l'assistenza fa del suo meglio per concedere alla Parte che fornisce l'assistenza ed alle persone che agiscono a suo nome,i privilegi, le immunità o le agevolazioni loro necessarie per adempiere prontamente ai loro compiti di assistenza. La Parte che richiede l'assistenza non é tenuta ad applicare la presente disposizione ai suoi concittadini o residenti permanenti nè a garantire loro i privilegi e le immunità di cui sopra.

5. Le Parti si sforzano, a richiesta della Parte che richiede l'assistenza o della Parte che la fornisce, di agevolare il transito sul loro territorio - a destinazione o in provenienza dal territorio della Parte che richiede l'assistenza - del personale, del materiale e dei beni utilizzati nel quadro dell'operazione di assistenza, che sono stati oggetto di una notifica in buona e debita forma.

6. La Parte che richiede l'asssistenza agevolerà l'entrata, il soggiorno e la partenza dal suo territorio nazionale del personale debitamente oggetto di una notifica , nonché del materiale e dei beni utilizzati nell'ambito dell'operazione di assistenza.

7. Per quanto riguarda gli atti derivanti direttamente dall'assistenza fornita, la Parte richiedente , in caso di decesso o di lesioni alle persone, di perdita di beni o di danni materiali o di anni all'ambiente causati sul suo territorio nazionale durante la fornitura dell'assistenza richiesta, riterrà esente da responsabilità ed indennizzerà la Parte che fornisce l'assistenza o le persone agenti per suo conto e le risarcirà in caso di decesso di tali persone o di danni all'equipaggiamento o ad altri beni utilizzati nel quadro dell'operazione di assistenza. La Parte che richiede l'assistenza avrà la responsabilità di trattare i reclami presentati da terzi contro la Parte che fornisce l'assistenza o contro le persone che operano per suo conto.

8. Le Parti interessate cooperano strettamente in vista di agevolare la soluzione dei procedimenti giuridici e dei reclami cui potrebbero dar luogo le operazioni di assistenza.

9. Ogni Parte può richiedere assistenza in relazione al trattamento medico o alla re-installazione temporanea sul territorio di un'altra parte di persone vittime di un incidente.

10. La Parte colpita o che richiede l' assistenza può in ogni tempo, dopo aver proceduto a consultazioni appropriate e per via di notifica, chiedere la cessazione dell'assistenza ricevuta o fornita in base alla presente Convenzione. Dopo che tale domanda sarà stata effettuata, le Parti interessate si consultano in vista di adottare disposizioni per porre fine, come convenga, all'assistenza.

ANNESSO XI

SCAMBIO DI INFORMAZIONI SECONDO L'ARTICOLO 15

Le informazione scambiate comprendono i seguenti elementi che possono anche dar luogo ad una cooperazione multilaterale e bilaterale:

a) misure legislative e amministrative, politiche, obiettivi e priorità concernenti la prevenzione, la preparazione e la lotta, attività scientifiche e misure tecniche per ridurre il rischio di incidenti industriali a seguito di attività a rischio, ed in particolare attenuare gli effetti transfrontalieri;

b) misure e piani di emergenza a livello appropriato, con incidenze su altre Parti;

c) programmi di sorveglianza, di pianificazione e di ricerca-sviluppo, compresa la loro attuazione ed il loro controllo;

d) misure adottate per la prevenzione degli incidenti industriali, preparaizone e lotta contro di essi;

e) esperienza acquisita in materia di incidenti industriali e di cooperazione per far fronte ad incidenti industriali con effetti transfrontalieri;

f) elaborazione ed attuazione delle migliori tecnologie disponibili ai fini di una migliore protezione ambientale e di una migliore sicurezza;

g) preparazione alle situazioni di emergenza e misure di lotta;

h) metodi utilizzati per la previsione dei rischi,compresi i criteri per il monitoraggio e la valutazione degli effetti transfrontalieri.

ANNESSO XII

COMPITI DI ASSISTENZA RECIPROCA SECONDO L'ARTICOLO 18, PARAGRAFO 4

1. Raccolta ed divulgazione di informazioni e di dati

a) Installazione e gestione di un sistema di notifica degli incidenti industriali che consenta di fornire informazioni sugli incidenti industriali e sugli esperti, al fine di associare questi ultimi il più rapidamente possibile in operazioni di assistenza;

b) costituzione e gestione di una banca dati per la ricezione, l'elaborazione e la diffusione delle informazioni necessarie sugli incidenti industriali, compresi i loro effetti, e sulle misure attuate e loro efficacità;

c) elaborazione e mantenimento di una lista di sostanze a rischio, precisandone le caratteristiche ed indicando come procedere in caso di incidente industriale implicante tali sostanze;

d) istituzione e mantenimento di un registro di esperti atti a fornire servizi consultivi ed altri tipi di assistenza per quanto riguarda le misure di prevenzione, di preparazione e di lotta, compresi i provvedimenti di ripristino;

e) mantenimento di una lista delle attività a rischio;

f) produzione e mantenimento di una lista di sostanze a rischio coperte dalle disposizioni dell'Annesso I, Parte I.

2. Ricerca, formazione e metodologie

a) sviluppo e fornitura di modelli fondati sull'esperienza acquisita in materia di incidenti industriali, nonchè di scenari di prevenzione, di preparazione e di lotta;

b) promozione dell'istruzione e della formazione, organizzazione di convegni internazionali e promozione della cooperazione in materia di ricerca e di sviluppo.

3. Assistenza tecnica

a) Prestazione di servizi consultivi in vista di rafforzare la capacità delle Parti di applicare misure di prevenzione, di preparazione e di lotta;

b) ispezione, dietro richiesta di una Parte, delle sue attività a rischio e fornitura di un aiuto per consentire a quest'ultima di organizzare le sue ispezioni nazionali secondo i requisiti della presente Convenzione.

4. Assistenza in casi di situazioni di emergenza

Concessione, dietro richiesta di una Parte, di assistenza, mediante l'invio *inter alia* sul sito di un incidente industriale, di esperti incaricati di fornire servizi consultivi ed altri tipi di assistenza per far fronte all'incidente industriale.

ANNESSO XIII

ARBITRATO

1. La Parte o le Parti ricorrenti notificano il Segretariato che le Parti hanno convenuto di sottoporre la controversia ad arbitrato secondo l'articolo 21, par. 2 della presente Convenzione. La notifica deve enunciare l'oggetto dell'arbitrato ed includere in particolare, gli articoli della presente Convenzione la cui interpretazione o applicazione é in causa. Il Segretariato trasmette le informazioni ricevute a tutte le Parti alla presente Convenzione.

2. Il Tribunale arbitrale é composto da tre membri. La (o le) Parte(i) ricorrente(i) e l'altra (o le altre) Parte(i) alla controversia nominano un arbitro ed i due arbitri in tal modo nominati designano di comune accordo il terzo arbitro come Presidente del Tribunale arbitrale. Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle Parti alla controversia, ne' avere la sua residenza abituale sul territorio di una di queste Parti, nè èssere al servizio di una di loro o essersi già occupato del caso a qualsiasi altro titolo.

3. Se, entro due mesi dalla nomina del secondo arbitro, il Presidente del Tribunale arbitrale non é stato designato, il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa procede, a richiesta di una delle parti alla controversia, alla sua nomina entro un nuovo termine di due mesi.

4. Se, entro un termine di due mesi a decorrere dalla ricezione della domanda, una delle Parti alla controversia non procede alla nomina di un arbitro, l'altra Parte può informarne il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa, il quale designa il Presidente del Tribunale arbitrale entro un successivo termine di due mesi. Al momento della sua nomina, il Presidente del Tribunale arbitrale invita la Parte che non ha ancora nominato un arbitro, a provvedere alla nomina entro due mesi. Se la Parte non ottempera entro questo termine, il Presidente ne informa il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa il quale procede alla nomina in questione entro un nuovo termine di due mesi.

5. Il Tribunale pronuncia la sua sentenza in conformità con il diritto internazionale e con le disposizioni della presente Convenzione.

6. Ogni Tribunale arbitrale costituito in attuazione delle disposizioni del presente Annesso stabilisce il proprio regolamento procedurale.

7. Le decisioni del Tribunale arbitrale, sia su questioni di procedura che per quanto riguarda il merito, sono adottate a maggioranza dei suoi membri.

8. Il Tribunale può adotttare ogni provvedimento necessario per stabilire i fatti.

9. Le Parti alla controversia agevolano il compito del Tribunale arbitrale ed in particolare, con ogni mezzo a loro disposizione:

a) gli forniscono tutti i documenti, agevolazioni ed informazioni pertinenti;

b) lo autorizzano, se del caso, a notificare testimoni o esperti ed a ricevere la loro testimonianza.

10. Le Parti alla controversia e gli arbitri proteggono il segreto di ogni informazione da essi ricevuta a titolo confidenziale durante la procedura del Tribunale arbitrale.

11. Il Tribunale arbitrale può, a richiesta di una delle Parti, raccomandare misure cautelari interinali.

12. Se una delle Parti alla controversia non compare dinnanzi al Tribunale arbitrale o non fa valere i suoi mezzi, l'altra Parte può chiedere al Tribunale di proseguire la procedura e di pronunciare la sentenza definitiva. Se una Parte non compare o non fa valere i suoi mezzi, ciò non costituisce ostacolo allo svolgimento della procedura.

13. Il Tribunale arbitrale può giudicare e decidere contro- ricorsi direttamente collegati all'oggetto della controversia.

14. A meno che il Tribunale arbitrale non decida diversamente a causa di circostanze particolari del caso, le spese del Tribunale, compresa la retribuzione dei suoi membri sono sostenute in parti uguali dalle Parti alla controversia. Il Tribunale mantiene un rendiconto di tutte le spese e ne fornisce un estratto finale alle Parti.

15. Ogni Parte alla presente Convenzione che ha, per quanto concerne l'oggetto della controversia, un interesse di natura legale suscettibile di essere pregiudicato dalla decisione pronunciata nella fattispecie, può intervenire nella procedura, con il consenso del Tribunale.

16. Il Tribunale arbitrale pronuncia la sua sentenza entro i cinque mesi successivi alla data in cui é stato costituito, a meno che non ritenga necessario di prorogare questo termine per una durata non superiore a cinque mesi.

02G0049

GIANFRANCO TATOZZI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(5651361/1) Roma, 2002 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.